

Reddition de comptes financière 2010

Résultats financiers

**pour l'exercice terminé
le 31 décembre 2010**

Déposé au conseil municipal
le 6 juin 2011

Table des matières

1.	Faits saillants 2010.....	1
2.	Sommaire des revenus et des dépenses.....	3
3.	Analyse des revenus	5
3.1.	Taxes	5
3.2.	Paiements tenant lieu de taxes	5
3.3.	Quotes-parts.....	6
3.4.	Transferts.....	6
3.5.	Services rendus	6
3.6.	Imposition de droits.....	7
3.7.	Amendes et pénalités	8
3.8.	Intérêts.....	8
3.9.	Autres revenus.....	8
3.10.	Affectations.....	8
3.11.	Éléments extrabudgétaires.....	9
4.	Analyse des dépenses	10
4.1.	Services administratifs	10
4.2.	Services de proximité.....	10
4.2.1.	Arrondissement de La Cité-Limoilou.....	12
4.2.2.	Arrondissement des Rivières.....	13
4.2.3.	Arrondissement de Sainte-Foy – Sillery – Cap-Rouge.....	13
4.2.4.	Arrondissement de Charlesbourg	14
4.2.5.	Arrondissement de Beauport	15
4.2.6.	Arrondissement de La Haute-Saint-Charles	16
4.3.	Services de soutien	17
4.4.	Développement culturel, touristique, sportif et social.....	18
4.5.	Développement durable	19
4.6.	Sécurité publique.....	20
4.7.	Service de la dette brute	21
4.8.	Frais généraux	22
4.9.	Éléments extrabudgétaires.....	23
5.	Analyse du surplus	24
5.1.	Excédent de fonctionnement non affecté	24
6.	Renseignements complémentaires.....	25
6.1.	Dépenses par objets.....	25
6.2.	Fonds des grands événements	26
7.	Historique des résultats	26
7.1.	Résultats financiers	26
7.2.	Réserves financières (surplus affectés).....	27
7.3.	Masse salariale	28
7.4.	Effectif.....	30
7.5.	Cotisations de l'employeur.....	32
7.6.	Neige.....	35
7.7.	Énergie.....	37
7.8.	Collecte des matières résiduelles.....	40
7.9.	Loisirs et culture	41
7.10.	Transport en commun	42
7.11.	Service de la dette nette.....	43
7.12.	Investissements	45

7.13.	Dette	48
8.	Détail des résultats.....	51
8.1.	Global	51
8.2.	Agglomération	57
8.3.	Proximité.....	63
8.4.	Comparatif résultats globaux et projections de la 2 ^e révision budgétaire	69
8.5.	Analyse de la rémunération au 31 décembre 2010.....	70
9.	Conciliation des résultats Ville de Québec/MAMROT	74
10.	Lexique	77

**REDDITION DE COMPTES FINANCIÈRE
EXERCICE FINANCIER TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Ce document a pour but de présenter la reddition de comptes concernant les activités de fonctionnement, d'investissement et de financement de la Ville de Québec pour l'exercice financier 2010. Plus précisément, il vise à démontrer l'adéquation entre les prévisions budgétaires adoptées en décembre 2009 et les résultats financiers obtenus au 31 décembre 2010.

Cette reddition de comptes vous est présentée sous la forme administrative avec laquelle le budget annuel a été adopté, le 22 décembre 2009. Conséquemment, ces données ne peuvent pas être directement comparées avec le rapport financier 2010, ce dernier étant présenté consolidé et selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

1. Faits saillants 2010

La Ville de Québec a terminé son exercice financier de l'année 2010 avec un excédent des revenus sur les dépenses, avant éléments extrabudgétaires, de 20,0 M\$. Les résultats financiers indiquent des revenus de 1 150,8 M\$, comparativement à des dépenses de 1 130,8 M\$. Le budget initial adopté était de 1 127,5 M\$. Des éléments extrabudgétaires de l'ordre de 0,3 M\$ amènent le surplus de l'exercice à 20,3 M\$.

REVENUS

Par rapport aux prévisions budgétaires, des revenus supplémentaires de l'ordre de 23,3 M\$, avant les éléments extrabudgétaires, sont constatés. Il s'agit principalement de :

- 11,8 M\$ provenant de l'imposition de droits, principalement attribuables aux droits sur mutations immobilières;
- 5,9 M\$ sous la rubrique autres revenus, découlant majoritairement de transactions immobilières;
- 2,7 M\$ sur le plan des taxes foncières;
- 2,3 M\$ pour les services rendus.

DÉPENSES

En regard des prévisions budgétaires, des dépenses supplémentaires de -3,3 M\$, avant les éléments extrabudgétaires, sont constatées. Les principaux écarts se traduisent comme suit :

Écarts favorables :

- 8,4 M\$, dans les arrondissements, pour les activités de déneigement;
- 1,5 M\$, au Service de la gestion des immeubles, en ce qui a trait au chauffage des bâtiments;

Écarts défavorables :

- 8,4 M\$, au Service des affaires juridiques, à la suite d'un ajustement de la provision pour procédures en cours;
- 5,1 M\$ à la suite d'un ajustement de la cotisation courante aux régimes de retraite;
- 4,4 M\$ au poste « paiement comptant des immobilisations »;
- 2,9 M\$, au Service des travaux publics, liés au report de travaux d'immobilisations et de programmes;
- 2,8 M\$ à la sécurité publique occasionné par la masse salariale.

AFFECTATION DU SURPLUS DE L'ANNÉE 2010

Subséquemment au dépôt du Rapport financier 2010, le comité exécutif recommandera au conseil municipal les affectations requises.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les efforts soutenus en regard de l'entretien, de la réfection et du développement des infrastructures de la Ville amènent une hausse de 10,7% des investissements en immobilisations (excluant les assises de rue et les infrastructures), totalisant 371,8 M\$ en 2010. Conséquemment, le service de la dette nette augmente pour atteindre 197,5 M\$, soit 1,9 M\$ de moins que les prévisions budgétaires.

De plus, la dette nette à long terme qui était à 1 257,0 M\$ au 1^{er} janvier 2010, est passée à 1 493,1 M\$ au 31 décembre 2010.

DÉPENSES D'AGGLOMÉRATION ET DE PROXIMITÉ

Chacune des activités qui constitue le total des dépenses de 1 130,8 M\$ a été répartie entre les compétences d'agglomération et de proximité, selon les règles prescrites par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations et les règlements relativement au partage des dépenses mixtes. Chacune des activités a donc été répartie selon les critères prévus et imputée à la compétence correspondante. Cette répartition a fait l'objet d'une attestation de conformité par le vérificateur de la Ville.

2. Sommaire des revenus et des dépenses

Le sommaire des revenus et dépenses 2010, présenté au tableau 1, traite des activités de fonctionnement de la Ville de Québec de façon globale.

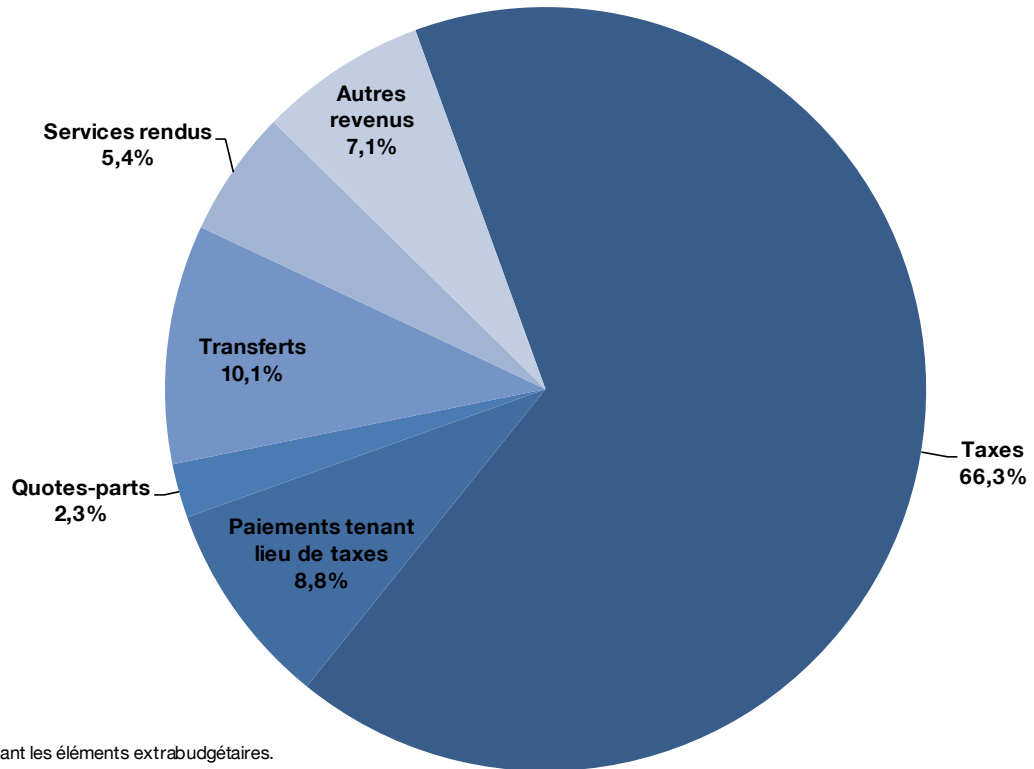
Les activités de fonctionnement présentent les affaires courantes de la Ville : elles permettent de couvrir les frais liés aux services offerts à la population, tels que le déneigement, la sécurité publique, les loisirs ou l'alimentation en eau potable. La principale source de financement de la Ville provient des taxes municipales.

La Ville de Québec a terminé son exercice financier de l'année 2010 avec un excédent des revenus sur les dépenses de 20,3 M\$. Les résultats financiers de la Ville, excluant les éléments extrabudgétaires, indiquent des revenus totaux de 1 150,8 M\$, comparativement à des dépenses totales de 1 130,8 M\$. Le budget initial adopté était de 1 127,5 M\$.

Tableau 1
Sommaire des revenus et dépenses
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010
(en millions de dollars)

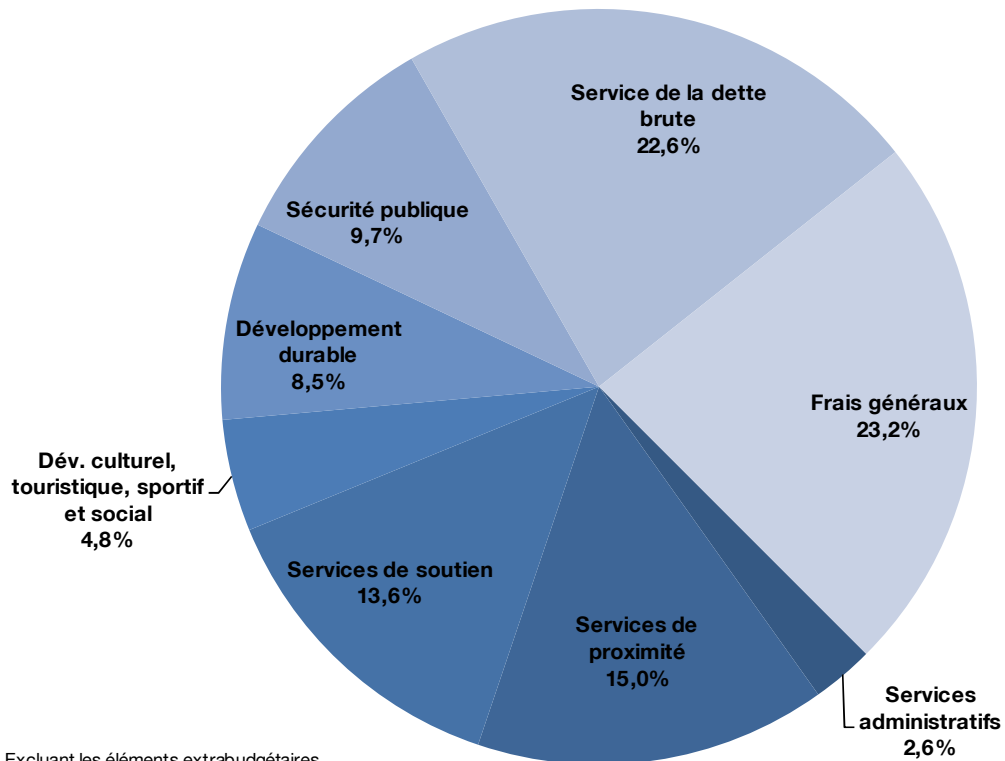
	Budget 2010	Réel 2010	Réel 2009
REVENUS			
Taxes	760,9	763,6	709,3
Paiements tenant lieu de taxes	100,8	100,8	105,2
Quotes-parts	26,3	26,3	22,4
Transferts	118,0	116,5	119,1
Services rendus	59,4	61,7	46,8
Imposition de droits	27,9	39,7	31,6
Amendes et pénalités	15,0	16,5	13,1
Intérêts	6,4	5,9	6,0
Autres revenus	6,1	12,0	17,9
Affectations	<u>6,7</u>	<u>7,8</u>	<u>10,3</u>
Total revenus	1 127,5	1 150,8	1 081,7
DÉPENSES PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS			
Services administratifs	29,7	29,9	27,9
Services de proximité	181,0	170,1	172,0
Services de soutien	149,4	154,1	146,3
Dév. culturel, touristique, sportif et social	52,3	54,2	39,0
Développement durable	100,5	95,6	93,2
Sécurité publique	106,7	109,5	107,8
Service de la dette brute	257,9	255,5	246,6
Frais généraux	<u>250,0</u>	<u>261,9</u>	<u>215,4</u>
Total dépenses	1 127,5	1 130,8	1 048,2
SURPLUS AVANT ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	<u>0,0</u>	<u>20,0</u>	<u>33,5</u>
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES			
Revenus		16,9	18,5
Dépenses		<u>16,6</u>	<u>18,7</u>
Écart des revenus sur les dépenses		0,3	-0,2
SURPLUS DE L'EXERCICE		<u>20,3</u>	<u>33,3</u>

Graphique 1
Provenance des revenus



Note : Excluant les éléments extrabudgétaires.

Graphique 2
Dépenses par secteurs d'activités



Note : Excluant les éléments extrabudgétaires.

3. Analyse des revenus

3.1. Taxes

Les taxes municipales représentent la principale source de revenus de la Ville de Québec. Elles sont majoritairement composées des taxes foncières générales, calculées en fonction de l'évaluation des propriétés, et des modes de tarification choisis. À cet égard, la Ville a mis en place des modes de tarification spécifiques pour la gestion des réseaux d'aqueduc et d'égouts, l'assainissement de l'eau potable et le traitement des eaux usées ainsi que pour la collecte et la disposition des matières résiduelles.

Tableau 2
Revenus - Taxes
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Taxes foncières générales	632,0	634,5	2,5
Gestion de l'eau potable et des eaux usées	66,4	67,0	0,6
Gestion des matières résiduelles	57,0	56,7	-0,3
Contributions au service de la dette	2,9	2,9	0,0
Centres d'urgence 911	2,2	2,2	0,0
Autres	<u>0,4</u>	<u>0,3</u>	<u>-0,1</u>
Total taxes	<u>760,9</u>	<u>763,6</u>	<u>2,7</u>

Les revenus de taxes atteignent 763,6 M\$ et sont comparables aux prévisions budgétaires. L'écart représente 0,3 % des montants prévus au budget.

3.2. Paiements tenant lieu de taxes

Les paiements tenant lieu de taxes regroupent les revenus provenant des immeubles non imposables, mais dont le propriétaire est assujéti au paiement de montants compensatoires. Ces immeubles sont, entre autres, détenus par les gouvernements du Canada et du Québec, ainsi que leurs entreprises respectives, et incluent ceux des réseaux de la santé ainsi que de l'éducation.

Tableau 3
Revenus - Paiements tenant lieu de taxes
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Gouvernement du Québec et ses entreprises	26,5	25,2	-1,3
Réseaux de la santé et de l'éducation	56,8	57,6	0,8
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14,4	15,1	0,7
Autres	<u>3,1</u>	<u>2,9</u>	<u>-0,2</u>
Total paiements tenant lieu de taxes	<u>100,8</u>	<u>100,8</u>	<u>0,0</u>

Les revenus provenant des paiements tenant lieu de taxes atteignent 100,8 M\$ et sont comparables aux prévisions budgétaires.

3.3. Quotes-parts

Les revenus de quotes-parts représentent la contribution des deux municipalités reconstituées de L'Ancienne-Lorette et de Saint-Augustin-de-Desmaures aux dépenses de l'agglomération.

Tableau 4
Revenus – Quotes-parts
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
L'Ancienne-Lorette	10,9	10,9	0,0
Saint-Augustin-de-Desmaures	<u>15,4</u>	<u>15,4</u>	<u>0,0</u>
Total quotes-parts	<u>26,3</u>	<u>26,3</u>	<u>0,0</u>

Les revenus provenant des quotes-parts atteignent 26,3 M\$ et sont conformes aux prévisions budgétaires.

3.4. Transferts

Les revenus de transferts représentent des sommes reçues d'un gouvernement pour lesquelles ce dernier ne reçoit directement aucun bien ou service en contrepartie.

Tableau 5
Revenus – Transferts
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Contribution au service de la dette	45,9	45,5	-0,4
Entente 2007-2013 avec le gouvernement du Québec	24,0	23,2	-0,8
Subvention à titre de capitale nationale	21,2	21,2	0,0
Droits sur divertissements	9,7	9,3	-0,4
Gestion des matières résiduelles	7,0	7,3	0,3
Stratégie pour le développement économique	5,0	5,0	0,0
Autres	<u>5,2</u>	<u>5,0</u>	<u>-0,2</u>
Total transferts	<u>118,0</u>	<u>116,5</u>	<u>-1,5</u>

Les revenus de transferts atteignent 116,5 M\$, soit un écart défavorable de -1,5 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart s'explique, entre autres, par :

- la diminution des revenus liés à l'entente 2007-2013 avec le gouvernement du Québec pour -0,8 M\$, mais compensée par une hausse équivalente des paiements tenant lieu de taxes provenant des immeubles des réseaux de la santé et de l'éducation.

3.5. Services rendus

On retrouve, dans cette catégorie, les revenus engendrés par des services que la Ville rend à d'autres organismes municipaux (ex. : élimination des déchets, traitement des eaux usées,

sécurité publique), aux citoyens (ex. : loisirs, culture, compteurs de stationnement) ou aux propriétaires d'entreprise (ex. : vente de vapeur de l'incinérateur).

Tableau 6
Revenus – Services rendus
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Autres organismes municipaux	10,7	10,4	-0,3
Office du tourisme de Québec	12,4	12,9	0,5
Stationnements	7,0	6,8	-0,2
Vente de vapeur de l'incinérateur	9,5	9,9	0,4
Loisirs et culture	6,7	7,7	1,0
Salaires recouverts de tiers	2,5	2,1	-0,4
Loyers et rentes emphytéotiques	2,3	2,0	-0,3
Autres	<u>8,3</u>	<u>9,9</u>	<u>1,6</u>
Total services rendus	<u>59,4</u>	<u>61,7</u>	<u>2,3</u>

Les revenus provenant des services rendus atteignent 61,7 M\$, soit un écart favorable de 2,3 M\$ avec les prévisions budgétaires.

3.6. Imposition de droits

En vertu des lois en vigueur, la Ville impose des droits sur les transactions relatives à des biens immobiliers ainsi qu'aux exploitants de carrières et de sablières. La Ville perçoit également des revenus à la suite de l'émission de licences ou de permis.

Tableau 7
Revenus – Imposition de droits
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Droits sur mutations immobilières	23,0	32,4	9,4
Licences et permis	3,7	4,5	0,8
Carrières et sablières	<u>1,2</u>	<u>2,8</u>	<u>1,6</u>
Total imposition de droits	<u>27,9</u>	<u>39,7</u>	<u>11,8</u>

Ces revenus atteignent 39,7 M\$, soit un écart favorable de 11,8 M\$ avec les prévisions budgétaires.

Cet écart s'explique principalement par des revenus supplémentaires provenant des :

- droits sur mutations immobilières pour 9,4 M\$. L'augmentation des revenus s'explique principalement par quelques transactions immobilières importantes ayant donné lieu à un droit sur mutation supérieur à 50 000 \$. En 2010, 27 transactions répondant à ce

critère ont généré 6,5 M\$ de revenus pour la Ville tandis que, en 2009, 18 transactions avaient engendré des factures totalisant 1,5 M\$;

- carrières et sablières pour 1,6 M\$. Ce droit est imposé depuis 2009 aux exploitants de carrières et sablières en fonction du poids des matières extraites. Les quantités imposables ont été supérieures à l'estimation retenue lors de la préparation du budget.

3.7. Amendes et pénalités

Les revenus d'amendes et de pénalités sont générés par l'émission des constats d'infraction, dont ceux relatifs à la circulation et au stationnement. Ces revenus représentent 16,5 M\$, soit un écart favorable de 1,5 M\$ avec les prévisions budgétaires.

Celui-ci s'explique par une augmentation des constats d'infraction émis et des revenus provenant des frais facturés aux contrevenants.

3.8. Intérêts

Les revenus d'intérêts proviennent des placements et des arrérages sur les sommes dues à la Ville. Ces revenus représentent 5,9 M\$, soit un écart défavorable de -0,5 M\$ avec les prévisions budgétaires.

3.9. Autres revenus

Cette catégorie comprend, entre autres, les revenus résultant de la vente d'actifs immobiliers détenus par la Ville. Ces revenus représentent 12,0 M\$, soit un écart favorable de 5,9 M\$ avec les prévisions budgétaires.

Celui-ci s'explique par des revenus supplémentaires provenant de :

- ventes de terrains situés dans les parcs industriels pour 2,6 M\$. Une portion de cette somme a toutefois été affectée au remboursement des dettes afférentes, laissant une entrée de fonds nette de 1,2 M\$;
- disposition de camions utilisés dans le passé pour la collecte des matières résiduelles pour 0,8 M\$. Cette activité est impartie depuis le 1^{er} avril 2010;
- ventes à l'encan de véhicules et de matériels totalisant 1,7 M\$.

3.10. Affectations

Les affectations représentent l'utilisation spécifique de certaines sources de fonds provenant, notamment, des surplus et des réserves.

Tableau 8
Revenus – Affectations
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Affectation du surplus au financement des régimes de retraite	3,3	3,3	0,0
Autres affectations	<u>3,4</u>	<u>4,5</u>	<u>1,1</u>
Total affectations	<u>6,7</u>	<u>7,8</u>	<u>1,1</u>

Les affectations atteignent 7,8 M\$, soit un écart favorable de 1,1 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart s'explique principalement par l'utilisation de 0,8 M\$, provenant de la provision pour éventualité, pour financer des projets d'immobilisations payés comptants d'ExpoCité.

3.11. Éléments extrabudgétaires

Ces revenus proviennent de revenus recouvrables et de projets autofinancés (par exemple, les branchements de services). Normalement, ils n'ont pas ou peu d'incidences budgétaires étant donné qu'une dépense, équivalente aux revenus, est comptabilisée. Ces revenus et ces dépenses ne sont pas considérés lors de l'établissement du budget.

Tableau 9
Revenus – Éléments extrabudgétaires
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Projets autofinancés		8,2	
Recouvrables services rendus		<u>8,7</u>	
Total éléments extrabudgétaires		<u>16,9</u>	

Les revenus provenant des recouvrables et des projets autofinancés atteignent 16,9 M\$.

4. Analyse des dépenses

4.1. Services administratifs

Les services administratifs regroupent un ensemble de centres de responsabilités relatifs à l'administration générale et à la gestion de la Ville.

Tableau 10
Dépenses – Services administratifs
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Conseil municipal	3,8	3,8	0,0
Direction générale	1,9	2,7	-0,8
Planification et développement organisationnel	2,6	1,6	1,0
Ressources humaines	12,0	12,5	-0,5
Finances	6,0	6,1	-0,1
Commissariat aux relations internationales	1,4	1,3	0,1
Vérificateur général	1,4	1,3	0,1
Bureau de l'ombudsman	0,2	0,2	0,0
Commissariat aux incendies	<u>0,4</u>	<u>0,4</u>	<u>0,0</u>
Total services administratifs	<u>29,7</u>	<u>29,9</u>	<u>-0,2</u>

Les dépenses liées aux services administratifs atteignent 29,9 M\$, soit un écart défavorable de -0,2 M\$ par rapport aux prévisions budgétaires. Cet écart s'explique majoritairement par :

- des dépenses supplémentaires à la Direction générale associées à la réorganisation du Service de la protection contre l'incendie, dont la responsabilité relève de la Direction générale, pour 0,6 M\$ et à l'aide financière apportée au Chili et à Haïti pour 0,2 M\$;
- des dépenses supplémentaires au Service des ressources humaines liées à différents mandats externes nécessaires en vue de l'avancement et du règlement de divers dossiers relevant de la Division des conditions de travail pour 1,2 M\$. D'autre part, il y a eu des économies générées par l'abandon de certaines formations, faute de participants, pour 0,5 M\$.

Également, des écarts favorables sont constatés, entre autres au Service de la planification et du développement organisationnel, attribuables au report de certaines activités prévues dans les chantiers visant l'amélioration de l'organisation.

4.2. Services de proximité

Les services de proximité sont les services dispensés par les différents arrondissements de la Ville de Québec. Chaque arrondissement possède un conseil d'arrondissement, formé de représentants élus. Ces derniers détiennent des pouvoirs décisionnels pour les services de proximité tels que l'urbanisme, l'enlèvement des matières résiduelles, le développement

économique local, communautaire, culturel ou social¹, la culture, les loisirs et les parcs d'arrondissement ainsi que la voirie locale.

Chaque arrondissement comprend une direction et quatre divisions dédiées aux services de proximité. Aux fins de présentation, la Direction est regroupée avec la Division des relations avec les citoyens.

Direction et Relations avec les citoyens

La Direction planifie, dirige, coordonne et contrôle les activités de l'arrondissement. Elle assure un rôle conseil auprès des élus et effectue le lien entre les élus et l'administration. Le secrétariat du conseil d'arrondissement peut relever de la direction.

La Division des relations avec les citoyens planifie et assure la prestation de services directs à la population. Ses activités couvrent notamment l'accueil des citoyens et les demandes d'information courantes ainsi que l'inscription à certaines activités municipales et la perception de redevances. Elle est également responsable de la réception et du traitement des demandes, des requêtes et des plaintes des citoyens et citoyennes et, au besoin, elle fait le lien avec les services municipaux concernés.

Culture, loisir et vie communautaire

Cette division est responsable de la gestion et de l'entretien des parcs ainsi que des équipements culturels et récréatifs situés dans l'arrondissement. Elle s'occupe aussi de l'offre de services à la population en matière d'activités de loisir, de culture, d'entraide et d'action communautaire. Elle assure le soutien technique et financier ainsi que l'encadrement nécessaire à la réalisation de ces activités. Enfin, elle collabore avec les organismes de l'arrondissement pour leur apporter le soutien approprié et coordonner leurs actions.

Gestion du territoire

Cette division exerce les compétences de l'arrondissement dans les domaines de l'urbanisme, de l'inspection des bâtiments, du contrôle et de la qualité de l'environnement, de l'enlèvement des matières résiduelles, de la brigade scolaire, du développement économique local, du contrôle de la signalisation, de la circulation et du stationnement. Elle collabore avec les autres unités administratives de la Ville à l'établissement des processus opérationnels et administratifs reliés à la prestation des services à la population en ces domaines. Elle participe à la gestion des demandes de permis et à leur délivrance. Elle exerce également une responsabilité en matière d'inspection des travaux de construction et de qualité de l'environnement relevant de l'arrondissement.

Travaux publics

Cette division voit à l'entretien des infrastructures municipales situées dans l'arrondissement. Elle est également responsable de la gestion et de la réalisation des travaux suivants : le déneigement, l'entretien et la réparation du réseau de distribution de l'eau potable et du réseau d'évacuation des eaux usées, l'entretien des parcs, des espaces verts (sauf les travaux spécialisés), des voies publiques locales ainsi que des artères.

¹ Exemple : Soutenir financièrement un organisme qui exerce ses activités dans l'arrondissement et qui a pour mission le développement économique local, communautaire, culturel ou social.

Tableau 11
Dépenses – Services de proximité
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Arrondissement de La Cité - Limoilou	44,2	41,8	2,4
Arrondissement des Rivières	24,7	23,3	1,4
Arrondissement de Sainte-Foy - Sillery - Cap-Rouge	38,7	36,7	2,0
Arrondissement de Charlesbourg	22,4	20,4	2,0
Arrondissement de Beauport	24,2	22,1	2,1
Arrondissement de La Haute-Saint-Charles	<u>26,8</u>	<u>25,7</u>	<u>1,1</u>
Total services de proximité	<u>181,0</u>	<u>170,1</u>	<u>10,9</u>

Les dépenses liées aux services de proximité atteignent 170,1 M\$, soit un écart favorable de 10,9 M\$ avec les prévisions budgétaires. En 2009, ces dépenses avaient atteint 172,0 M\$. Les écarts budgétaires sont détaillés pour chacun des arrondissements dans la prochaine section.

4.2.1. Arrondissement de La Cité-Limoilou

Tableau 12
Dépenses – Services de proximité – Arrondissement de La Cité-Limoilou
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Direction et Relations avec les citoyens	2,054	1,760	0,294
Culture, loisir et vie communautaire	9,695	9,847	-0,152
Gestion du territoire	3,622	3,699	-0,077
Travaux publics	<u>28,819</u>	<u>26,450</u>	<u>2,369</u>
Total arrondissement de La Cité - Limoilou	<u>44,190</u>	<u>41,756</u>	<u>2,434</u>

Les dépenses de l'Arrondissement de La Cité-Limoilou atteignent 41,756 M\$, soit un écart favorable de 2,434 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart s'explique, entre autres, par des économies :

- à la Division des travaux publics liées :
 - aux faibles précipitations de neige qui ont permis de réaliser une économie de 1,9 M\$ quant aux activités de déneigement;
 - à l'activité de collecte et transport des déchets pour 400 928 \$ attribuables aux quantités moindres que prévu.
- à la Direction et Division des relations avec les citoyens liées, entre autres, à des postes demeurés vacants en cours d'année.

4.2.2. Arrondissement des Rivières

Tableau 13

**Dépenses – Services de proximité – Arrondissement des Rivières
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010**

(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Direction et Relations avec les citoyens	1,402	1,323	0,079
Culture, loisir et vie communautaire	6,296	5,972	0,324
Gestion du territoire	4,263	4,071	0,192
Travaux publics	<u>12,769</u>	<u>11,981</u>	<u>0,788</u>
Total arrondissement des Rivières	<u>24,730</u>	<u>23,347</u>	<u>1,383</u>

Les dépenses de l'Arrondissement des Rivières atteignent 23,347 M\$, soit un écart favorable de 1,383 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart s'explique, entre autres, par des économies :

- à la Division des travaux publics liées aux faibles précipitations de neige qui ont permis de réaliser un écart favorable de 1,1 M\$ quant aux activités de déneigement. Par contre, l'entretien du réseau d'aqueduc et d'égout a généré un écart défavorable de 214 437 \$ en raison du nombre élevé d'interventions d'entretien;
- à la Division de la culture, du loisir et de la vie communautaire, entre autres, attribuables à l'impartition de l'opération du complexe de soccer Chauveau pour 200 776 \$;
- à la Division de la gestion du territoire liées à l'activité de collecte et au transport des matières résiduelles pour 150 556 \$ attribuables aux quantités moindres que prévu.

4.2.3. Arrondissement de Sainte-Foy – Sillery – Cap-Rouge

Tableau 14

**Dépenses – Services de proximité – Arrondissement de Sainte-Foy – Sillery – Cap-Rouge
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010**

(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Direction et Relations avec les citoyens	2,001	1,782	0,219
Culture, loisir et vie communautaire	12,061	12,523	-0,462
Gestion du territoire	6,755	6,556	0,199
Travaux publics	<u>17,885</u>	<u>15,880</u>	<u>2,005</u>
Total arrondissement de Ste-Foy - Sillery - Cap-Rouge	<u>38,702</u>	<u>36,741</u>	<u>1,961</u>

Les dépenses de l'Arrondissement de Sainte-Foy – Sillery – Cap-Rouge atteignent 36,741 M\$, soit un écart favorable de 1,961 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart s'explique, entre autres, par des économies :

- à la Division des travaux publics liées aux faibles précipitations de neige qui ont permis de réaliser une économie de 2,4 M\$ quant aux activités de déneigement;
- à la Direction et Division des relations avec les citoyens dans la masse salariale à la suite du redécoupage des arrondissements et aux départs d'employés à la retraite qui n'ont pas été remplacés;
- à la Division de la gestion du territoire liées à la collecte et au transport des matières résiduelles pour 191 541 \$ attribuables aux quantités moindres que prévu.

Par contre, des dépenses supplémentaires sont enregistrées à la Division de la culture, du loisir et de la vie communautaire. Cet écart défavorable est lié à l'augmentation du nombre d'heures d'ouverture des patinoires, à la prolongation des heures d'ouverture des piscines à l'été 2010 et à l'entretien des équipements récréatifs urbains.

4.2.4. Arrondissement de Charlesbourg

Tableau 15
Dépenses – Services de proximité – Arrondissement de Charlesbourg
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Direction et Relations avec les citoyens	0,906	0,844	0,062
Culture, loisir et vie communautaire	6,227	6,182	0,045
Gestion du territoire	3,743	3,429	0,314
Travaux publics	11,452	9,979	1,473
Total arrondissement de Charlesbourg	22,328	20,434	1,894

Les dépenses de l'Arrondissement de Charlesbourg atteignent 20,434 M\$, soit un écart favorable de 1,894 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart s'explique, entre autres, par des économies :

- à la Division des travaux publics liées :
 - aux faibles précipitations de neige qui ont permis de réaliser un écart favorable de 726 290 \$ quant aux activités de déneigement;
 - à la masse salariale à la suite de l'abolition de postes, de départs à la retraite, de prêts de service d'employés et des délais de dotation de postes pour 262 654 \$;
 - à l'activité de réparation des rues et des trottoirs dues à des interventions moindres que prévu pour 326 296 \$;
- à la Division de la gestion du territoire liées à la collecte et au transport des matières résiduelles pour 319 378 \$ attribuables aux quantités moindres que prévu.

4.2.5. Arrondissement de Beauport

Tableau 16

**Dépenses – Services de proximité – Arrondissement de Beauport
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010**

(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Direction et Relations avec les citoyens	1,388	1,255	0,133
Culture, loisir et vie communautaire	6,684	6,326	0,358
Gestion du territoire	3,999	3,680	0,319
Travaux publics	<u>12,170</u>	<u>10,866</u>	<u>1,304</u>
Total arrondissement de Beauport	<u>24,241</u>	<u>22,127</u>	<u>2,114</u>

Les dépenses de l'Arrondissement de Beauport atteignent 22,127 M\$, soit un écart favorable de 2,114 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart s'explique, entre autres, par des économies :

- à la Division des travaux publics liées :
 - aux faibles précipitations de neige qui ont permis de réaliser un écart favorable de 1,0 M\$ quant aux activités de déneigement;
- à la Division de la culture, du loisir et de la vie communautaire liées à divers points dont :
 - la fréquentation moins élevée que prévu au programme vacances-été pour 28 089 \$;
 - le retrait d'une équipe au programme de travailleurs de parcs pour 19 979 \$;
 - la rationalisation de la programmation pour 51 315 \$;
 - la fermeture d'une piscine pour rénovation et les coûts d'opération conjoints avec la Commission scolaire des Premières-Seigneuries pour 95 319 \$;
 - le remboursement d'inscription au hockey qui a été moindre que prévu pour 110 355 \$;
- à la Division de la gestion du territoire liées à la collecte et au transport des matières résiduelles pour 227 520 \$ attribuables aux quantités moindres que prévu;
- à la Direction et Division des relations avec les citoyens principalement attribuables à un prêt d'employé et à un poste non pourvu en cours d'année.

4.2.6. Arrondissement de La Haute-Saint-Charles

Tableau 17

**Dépenses – Services de proximité – Arrondissement de La Haute-Saint-Charles
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010**

(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Direction et Relations avec les citoyens	1,594	1,404	0,190
Culture, loisir et vie communautaire	8,113	8,286	-0,173
Gestion du territoire	4,814	4,560	0,254
Travaux publics	<u>12,293</u>	<u>11,428</u>	<u>0,865</u>
Total arrondissement de La Haute-Saint-Charles	<u>26,814</u>	<u>25,678</u>	<u>1,136</u>

Les dépenses de l'Arrondissement de La Haute-Saint-Charles atteignent 25,678 M\$, soit un écart favorable de 1,136 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart s'explique, entre autres, par des économies :

- à la Division des travaux publics liées aux faibles précipitations de neige qui ont permis de réaliser des économies de 1,2 M\$ quant aux activités de déneigement;
- à la Division de la gestion du territoire liées à la collecte et au transport des matières résiduelles pour 214 307 \$ attribuables aux quantités moindres que prévu;
- à la Direction et Division des relations avec les citoyens à la suite de départs à la retraite.

Par ailleurs, un dépassement de coûts est enregistré à la Division de la culture, du loisir et de la vie communautaire attribuable à une augmentation de la fréquentation au programme vacances-été pour 291 484 \$.

4.3. Services de soutien

Cette section rassemble les spécialistes capables d'apporter le soutien nécessaire aux différentes unités administratives de l'organisation dans la réalisation de leurs mandats.

Tableau 18
Dépenses – Services de soutien
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Soutien à la gestion du service à la clientèle	0,7	0,7	0,0
Affaires juridiques	7,3	15,4	-8,1
Communications	4,1	4,7	-0,6
Technologies de l'information et télécommunications	22,0	21,9	0,1
Évaluation	6,2	6,1	0,1
Greffe et archives	5,1	4,1	1,0
Approvisionnements	5,4	5,3	0,1
Greffe de la cour municipale	3,8	3,7	0,1
Gestion des immeubles	68,2	66,1	2,1
Gestion des équipements motorisés	<u>26,6</u>	<u>26,1</u>	<u>0,5</u>
Total services de soutien	<u>149,4</u>	<u>154,1</u>	<u>-4,7</u>

Les dépenses liées aux services de soutien atteignent 154,1 M\$, soit un écart défavorable de -4,7 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart s'explique, entre autres, par :

- l'ajustement, au Service des affaires juridiques, de la provision pour procédures en cours créant ainsi un écart défavorable de 8,4 M\$. Aussi, le recours, non prévu, à des cabinets externes (droits du travail et notarial) a créé un écart défavorable de 407 613 \$. Ce dépassement est partiellement compensé par des économies occasionnées par des postes demeurés vacants pour 348 750 \$;
- des dépenses supplémentaires, au Service des communications, occasionnées par différentes campagnes de promotion ainsi que par la distribution de la programmation des loisirs dans les foyers pour 481 562 \$.

Par ailleurs, certains écarts favorables sont constatés, entre autres, des économies :

- au Service de la gestion des immeubles attribuables à la clémence de l'hiver qui a généré un écart favorable de 1,5 M\$ en ce qui a trait au chauffage des bâtiments. Aussi, une économie de 860 263 \$ est enregistrée à la masse salariale. Elle est principalement due à des déplacements de postes, des départs à la retraite, des congés de maternité, des congés sans solde et des délais pour la dotation de postes vacants. Le recrutement pour certains métiers spécialisés est difficile et nécessite des délais importants.
- au Service du greffe et des archives liées aux dépenses du comité exécutif et aux dépenses faites en vertu des crédits accordés par la loi aux partis politiques et aux conseillers qui ont été moindres que prévu pour 389 816 \$. Également, une économie

de 319 064 \$ est enregistrée à l'activité « Gestion documentaire ». Cette dernière est principalement liée aux délais d'appel d'offres pour la numérisation des dossiers de propriété de l'arrondissement de La Cité-Limoilou qui a généré un écart favorable de 272 064 \$;

- au Service de la gestion des équipements motorisés liées à la prise en charge de la réparation des véhicules à l'interne plutôt qu'au recours à des ateliers privés pour 682 275 \$. Cette économie est cependant réduite par un écart défavorable de 265 255 \$ attribuable au prix de l'essence et du pétrole brut qui a été plus élevé que prévu.

4.4. Développement culturel, touristique, sportif et social

Cette fonction comprend l'ensemble des activités économiques relatives à la planification, à l'organisation et à la gestion des programmes de loisirs, de culture, de développement événementiel, de même que celles liées au tourisme. De plus, elle inclut les dons et les subventions accordés à des organismes oeuvrant dans ces champs d'activité. Elle regroupe également les dépenses relatives à la gestion des équipements et aux activités patrimoniales.

Au plan des loisirs et de la culture, on y retrouve notamment la coordination de l'exploitation des centres communautaires, des patinoires, des piscines, des plages et des ports de plaisance, des parcs et des terrains de jeux, des parcs régionaux, des expositions et foires, des bibliothèques ainsi que des musées et centres d'exposition.

Aussi, les activités d'animation urbaine offertes aux citoyens de Québec de même que le développement de l'industrie touristique et cinématographique sont assurés par le Bureau du développement touristique et des grands événements. De plus, à la suite des Fêtes du 400^e anniversaire de la ville, un fonds appuyant la réalisation de grands événements a été créé en 2009.

Quant aux activités touristiques, elles regroupent celles qui sont reliées à la promotion et au développement telles que la promotion touristique, le service d'information touristique, les services pour la tenue de congrès et le service de guide.

Tableau 19
Dépenses – Développement culturel, touristique, sportif et social
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Culture	16,8	16,9	-0,1
Loisirs, sports et vie communautaire	3,2	3,2	0,0
Bureau du développement touristique et des grands événements	16,1	17,9	-1,8
Office du tourisme de Québec	<u>16,2</u>	<u>16,2</u>	<u>0,0</u>
Total développement culturel, touristique, sportif et social	<u>52,3</u>	<u>54,2</u>	<u>-1,9</u>

Les dépenses liées au développement culturel, touristique, sportif et social atteignent 54,2 M\$, soit un écart défavorable de -1,9 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart s'explique, entre autres, par :

- des dépenses supplémentaires au Bureau du développement touristique et des grands événements provenant de l'ajout d'événements à la programmation pour 1,8 M\$. Ce dépassement est partiellement compensé par des revenus supplémentaires provenant de la tenue de certains événements pour 555 780 \$.

4.5. Développement durable

Ce secteur d'activité intègre l'ensemble des activités économiques relatives à l'élaboration et au maintien du schéma d'aménagement ou du plan d'urbanisme. Il regroupe également les dépenses relatives à l'élaboration de divers programmes en vue de favoriser la situation économique du territoire. Plus particulièrement, les dépenses de ce secteur sont liées à la recherche, à l'élaboration, à la planification, à la gestion et à la participation financière en matière d'aménagement, d'urbanisme et de développement industriel et commercial.

De même, ce secteur inclut les activités regroupant les dépenses relatives à l'eau et aux égouts, aux matières résiduelles, aux cours d'eau et à la protection de l'environnement. Les activités relatives à la planification, à l'organisation et à l'entretien des réseaux routiers et de ses accessoires périphériques sont aussi comprises dans ce secteur.

Tableau 20
Dépenses – Développement durable
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Aménagement du territoire	6,1	6,0	0,1
Développement économique	14,5	14,5	0,0
Environnement	12,4	12,1	0,3
Travaux publics	56,2	52,9	3,3
Ingénierie	<u>11,3</u>	<u>10,1</u>	<u>1,2</u>
Total développement durable	<u>100,5</u>	<u>95,6</u>	<u>4,9</u>

Les dépenses liées au développement durable atteignent 95,6 M\$, soit un écart favorable de 4,9 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart s'explique, entre autres, par des économies :

- au Service des travaux publics liées :
 - au report de travaux d'immobilisations prévus au contrat d'exploitation de l'incinérateur pour 1,3 M\$;
 - au report du programme de redevances sur les matières résiduelles pour 1,2 M\$, mais associé à un écart défavorable équivalent sur le plan des revenus de transfert;
 - aux quantités de matières traitées par l'incinérateur qui ont été inférieures aux prévisions pour 903 844 \$;
 - au report de certains projets liés au programme de gestion des matières résiduelles à la suite de mouvements de personnel pour 432 231 \$;

- o l'acquisition de compteurs d'eau à la suite de délais dans le processus des soumissions pour 183 606 \$;

Par ailleurs, des dépenses supplémentaires sont enregistrées sur le plan de l'élimination des matériaux secs et encombrants puisque le tonnage s'est avéré plus élevé que prévu pour 368 607 \$;

- au Service de l'ingénierie attribuables à une masse salariale moindre que prévu compte tenu de postes non pourvus en cours d'année, de délais dans la dotation des postes ou de mouvements de personnel pour 1,1 M\$;
- au Service de l'environnement attribuables aux coûts de certains contrats qui ont été moins élevés que prévu et à une masse salariale inférieure aux prévisions compte tenu d'une diminution dans l'embauche d'étudiants, de stagiaires et de personnel occasionnel.
- au Service de l'aménagement du territoire provenant du report du projet d'implantation de bornes de stationnement à péage pour 120 000 \$. Aussi, un écart favorable est enregistré en lien avec divers dossiers dont, entre autres, ceux du code de construction et des données de recensement, pour 128 398 \$. L'ajout de divers autres projets non prévus a cependant créé un écart défavorable pour 119 000 \$.

4.6. Sécurité publique

Cette fonction comprend l'ensemble des activités reliées à la protection des personnes et de la propriété. De plus, elle regroupe toutes les autres dépenses relatives au contrôle, à la prévention et aux mesures d'urgence en matière de sécurité civile.

Tableau 21
Dépenses – Sécurité publique
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Protection contre l'incendie	34,6	35,3	-0,7
Police	71,5	73,6	-2,1
Bureau de la sécurité civile	<u>0,6</u>	<u>0,6</u>	<u>0,0</u>
Total sécurité publique	<u>106,7</u>	<u>109,5</u>	<u>-2,8</u>

Les dépenses liées à la sécurité publique atteignent 109,5 M\$, soit un écart défavorable de -2,8 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart s'explique, entre autres, par des dépenses supplémentaires :

- au Service de police attribuables à un dépassement à la masse salariale, nécessaire afin d'assurer la sécurité lors d'événements spéciaux, de travaux routiers et de mesures d'urgence pour 2,7 M\$, dont 3,0 M\$ en salaires supplémentaires. Cet excédent de coûts est partiellement compensé par une économie de 533 392 \$ en lien avec le report à 2011 de l'achat de biens et services;

- au Service de la protection contre l'incendie attribuables à un dépassement à la masse salariale pour 909 746 \$, dont 1,4 M\$ en salaires supplémentaires. Le report de certaines dépenses (entre autres, des habits de combat) a généré un écart favorable de 236 657 \$.

4.7. Service de la dette brute

Le service de la dette brute comprend l'ensemble des sommes que la Ville est tenue de verser pour rembourser le capital emprunté et payer les intérêts au cours de l'exercice financier.

Tableau 22

**Dépenses – Service de la dette brute
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010**
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Remboursement de capital	165,7	166,1	-0,4
Frais de financement	74,7	71,1	3,6
Affectations	<u>17,5</u>	<u>18,3</u>	<u>-0,8</u>
Total service de la dette brute	<u>257,9</u>	<u>255,5</u>	<u>2,4</u>

Les dépenses liées au service de la dette brute atteignent 255,5 M\$, soit un écart favorable de 2,4 M\$ avec les prévisions budgétaires.

Cet écart s'explique en grande partie par des économies sur les taux d'intérêt et les frais d'émission qui ont été moins élevés que prévu.

4.8. Frais généraux

Les frais généraux comprennent les coûts qui ne se rattachent à aucune fonction particulière et qu'il est impossible ou peu pratique de classer dans une catégorie donnée. Ils incluent les cotisations de l'employeur, les contributions à divers organismes, la gestion du contingent, les divers autres frais liés à la rémunération et le paiement comptant des immobilisations.

Tableau 23
Dépenses – Frais généraux
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Gestion du contingent	1,5	0,0	1,5
Transport en commun	86,6	86,6	0,0
Cotisations de l'employeur			
Régimes de retraite	72,9	78,0	-5,1
Autres cotisations	<u>52,1</u>	<u>47,5</u>	<u>4,6</u>
Total cotisations de l'employeur	125,0	125,5	-0,5
Autres frais - rémunération	11,2	15,5	-4,3
Autres frais généraux	0,5	4,2	-3,7
Contributions / Subventions			
Communauté métropolitaine de Québec	2,1	2,1	0,0
ExpoCité	4,1	5,5	-1,4
Office municipal d'habitation de Québec	3,3	2,8	0,5
Autres organismes	<u>2,2</u>	<u>1,8</u>	<u>0,4</u>
Total contributions / subventions	11,7	12,2	-0,5
Paiement comptant des immobilisations	<u>13,5</u>	<u>17,9</u>	<u>-4,4</u>
Total frais généraux	<u>250,0</u>	<u>261,9</u>	<u>-11,9</u>

Les dépenses liées aux frais généraux atteignent 261,9 M\$, soit un écart défavorable de -11,9 M\$ avec les prévisions budgétaires.

Cet écart s'explique, entre autres, par :

- un ajustement de la cotisation courante aux régimes de retraite pour les années 2008-2009-2010 pour -5,1 M\$ à la suite du dépôt en décembre 2010 de l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2007;

- des affectations supplémentaires au poste « paiement comptant des immobilisations » pour -4,4 M\$ et utilisées pour les investissements suivants :
 - l'acquisition d'un immeuble dont le financement provient des économies sur les activités de déneigement pour 2,6 M\$;
 - des projets d'immobilisations d'ExpoCité dont le financement provient d'un surplus dans la provision pour les éventualités pour 0,8 M\$;
 - un projet de réhabilitation environnementale financé par le contingent pour 0,9 M\$;
- un dépassement de coûts dans les autres frais liés à la rémunération pour -4,3 M\$ dû, entre autres, à un ajustement de la provision en regard de la récurrence des augmentations salariales pour 3,1 M\$. Aussi, le budget prévoyait la récupération de 1 M\$ par le biais du programme d'attrition. C'est finalement une somme de 1,4 M\$ qui a été récupéré, mais à l'intérieur des dépenses des unités administratives;
- un écart défavorable de -3,7 M\$ dans les autres frais généraux attribuable :
 - au poste « créances douteuses » qui a été ajusté pour tenir compte de deux créances importantes pour 1,4 M\$;
 - à une affectation de 2,7 M\$ au Fonds de réfection et d'entretien des voies publiques. Un revenu équivalent est constaté à l'imposition de droits au plan des carrières et sablières;
 - à la récupération de 3,0 M\$ prévue au budget afin de refléter les engagements de dépenses non réalisées en fin d'année. Cette somme est couverte, mais à l'intérieur des différentes unités administratives;
 - à l'ajustement de différentes provisions créant un écart favorable de 2,8 M\$;
- la contribution versée à ExpoCité pour -1,4 M\$. Le réaménagement du site d'Expo Québec, à la suite des travaux de construction du Centre de foires, pour 0,7 M\$, moins d'événements réalisés au Colisée et au Pavillon de la jeunesse pour 0,6 M\$, de dépenses en éclairage et en chauffage de l'hippodrome, supportées par ExpoCité pour 0,2 M\$.

Par ailleurs, certains écarts favorables sont constatés, entre autres :

- un écart favorable de 4,6 M\$ dans les autres cotisations de l'employeur provenant en partie d'un congé de cotisation à l'assurance-santé en lien avec une ristourne de l'assureur et de l'ajustement de la provision pour la CSST de 1,7 M\$;
- un écart favorable de 1,5 M\$ pour la gestion du contingent puisque ces dépenses sont constatées dans les unités administratives.

4.9. Éléments extrabudgétaires

Ces dépenses proviennent de dépenses recouvrables et de projets autofinancés (par exemple, les branchements de services). Elles n'ont pas ou peu d'incidences budgétaires étant donné qu'un revenu, équivalent aux dépenses, est comptabilisé. Ces revenus et dépenses ne sont pas considérés lors de l'établissement du budget.

Tableau 24
Dépenses – Éléments extrabudgétaires
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Projets autofinancés		8,0	
Recouvrables		<u>8,6</u>	
Total éléments extrabudgétaires		<u>16,6</u>	

Les dépenses provenant des éléments extrabudgétaires atteignent 16,6 M\$.

5. Analyse du surplus

5.1. Excédent de fonctionnement non affecté

Les résultats de l'année 2010 présentent un surplus de 20,3 M\$. Ce surplus s'ajoute à l'excédent de fonctionnement non affecté de 2009 pour un total cumulé de 22,6 M\$. En ce qui a trait à la répartition du surplus de l'exercice 2010, des recommandations seront acheminées par le comité exécutif au conseil municipal concernant les appropriations de celui-ci.

Tableau 25
Excédent de fonctionnement non affecté
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010
(en millions de dollars)

Excédent non affecté au 01-01-2010	44,0
Excédent de l'exercice 2010	20,3
Affectation à la réserve de prévoyance	-19,6
Affectation à la réserve de déneigement	-4,4
Affectation à divers projets d'investissement	-4,7
Affectation au budget 2011	<u>-13,0</u>
Excédent non affecté au 31-12-2010	<u>22,6</u>

La Ville s'est dotée de politiques financières pour l'ensemble de ses réserves financières pour lesquelles des cibles ont été fixées. Les surplus peuvent être réaffectés afin de pourvoir les réserves que la Ville juge prudent de maintenir.

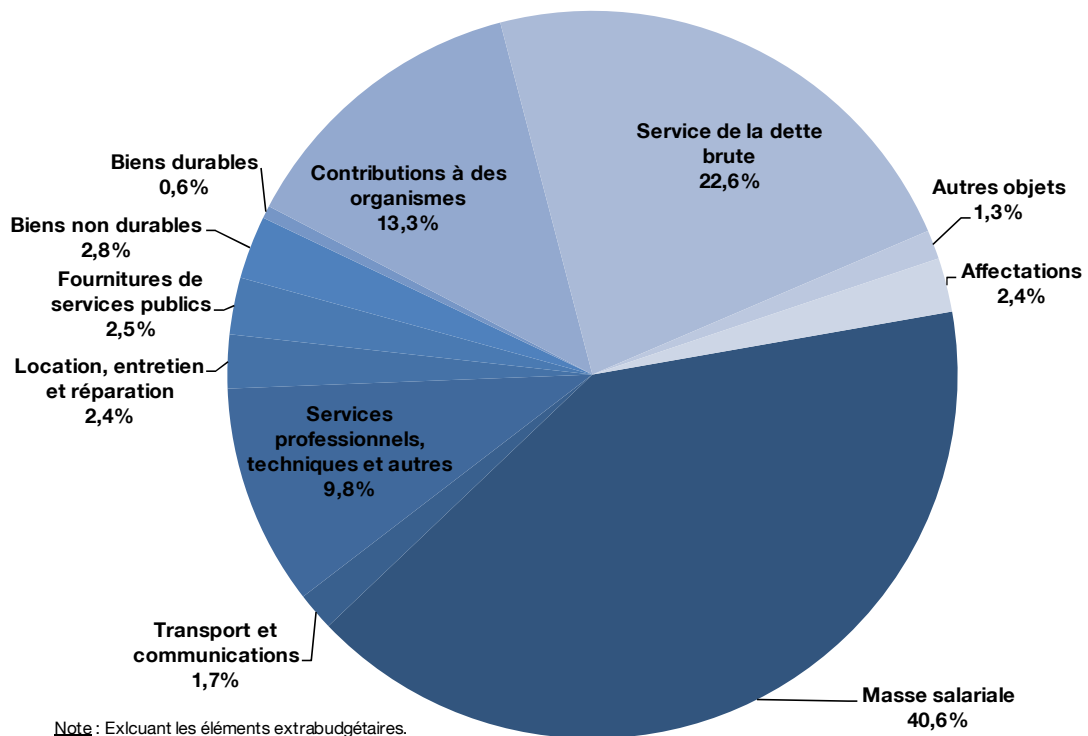
Ainsi, pendant l'exercice 2010, des fonds provenant de l'excédent de fonctionnement non affecté ont été versés à la réserve de prévoyance pour un montant de -19,6 M\$ et à la réserve de déneigement pour -4,4 M\$. Ceci aura permis d'atteindre les cibles qui étaient fixées pour ces réserves. De plus, un montant de -4,7 M\$ a été utilisé à même l'excédent de fonctionnement pour financer différents projets d'investissement. Un montant de -13,0 M\$ a aussi été affecté aux fins du budget 2011. L'ajout du surplus de l'exercice de 20,3 M\$ ainsi que les utilisations énumérées précédemment porte le solde de l'excédent de fonctionnement non affecté à 22,6 M\$.

6. Renseignements complémentaires

6.1. Dépenses par objets

L'objectif du système de classification des dépenses par objet est de fournir une information en fonction de la nature économique des biens et des services acquis et de toutes autres dépenses. Le total des dépenses demeure conséquemment le même que celui énoncé sous la rubrique des dépenses par secteurs d'activité, soit 1 130,8 M\$ excluant les éléments extrabudgétaires.

Graphique 3
Dépenses par objet



6.2. Fonds des grands événements

Le Fonds des grands événements a été créé en 2009 à la suite du succès remporté par les Fêtes du 400^e anniversaire de la ville. Ce fonds vise à stimuler la tenue d'événements qui ont un impact sur l'industrie touristique de Québec. Il est administré par le Bureau du développement touristique et des grands événements. La création de ce fonds a, entre autres, permis la tenue d'activités comme la production du Cirque du Soleil et la diffusion du Moulin à images.

Tableau 26
Fonds des grands événements
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
ÉVÉNEMENTS			
Moulin à images	4,1	4,1	0,0
Cirque du soleil	6,3	6,5	-0,2
Grand prix cycliste Québec - Montréal	1,8	1,9	-0,1
Red Bull Crashed Ice	0,2	0,2	0,0
Animation de l'Espace 400 ^e	0,9	0,9	0,0
Programme d'animation des arrondissements	<u>0,2</u>	<u>0,2</u>	<u>0,0</u>
Total coûts des événements	13,5	13,8	-0,3
SOURCES DE FINANCEMENT			
Ville de Québec	8,5	8,8	-0,3
Gouvernement du Québec	5,0	5,0	0,0
Autres revenus	<u>0,0</u>	<u>0,0</u>	<u>0,0</u>
Total sources de financement	13,5	13,8	-0,3
SURPLUS (DÉFICIT)	<u>0,0</u>	<u>0,0</u>	0,0

Les activités du fonds sont incluses dans les opérations courantes de la Ville, soit au Bureau du développement touristique et des grands événements. Le manque à gagner de -0,3 M\$ a été comblé par une contribution supplémentaire de la Ville.

7. Historique des résultats

7.1. Résultats financiers

La proportion du surplus (déficit), avant éléments extrabudgétaires par rapport aux revenus, a atteint son plus haut niveau en 2009 avec 3,1%, soit un surplus de 33,4 M\$ par rapport à des revenus de 1 081,7 M\$. Par ailleurs, cette proportion a atteint son plus bas niveau en 2006 avec -1,2%, soit un déficit de -12,2 M\$ avant les éléments extrabudgétaires par rapport à des revenus de 1 004,5 M\$. En 2010, la proportion du surplus avant les éléments extrabudgétaires par rapport aux revenus est de 1,7%, soit de 20,0 M\$ par rapport à des revenus de 1 150,8 M\$.

Les dernières années indiquent une variabilité dans les résultats (surplus ou déficit). Aussi, la proportion du surplus (déficit) par rapport aux revenus variant de -1,2% à 3,1% laisse une marge de manœuvre financière plutôt mince à la Ville.

Tableau 27
Historique des résultats financiers
(en millions de dollars)

Exercices terminés le 31 décembre	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
REVENUS									
Taxes et paiements tenant lieu de taxes	613,4	644,3	681,1	714,4	727,5	766,7	775,4	813,1	864,4
Autres revenus	<u>158,9</u>	<u>175,1</u>	<u>183,2</u>	<u>206,2</u>	<u>277,0</u>	<u>209,6</u>	<u>252,3</u>	<u>268,6</u>	<u>286,4</u>
Total revenus	772,3	819,4	864,3	920,6	1 004,5	976,3	1 027,7	1 081,7	1 150,8
DÉPENSES									
Masse salariale	304,0	312,6	334,1	364,8	414,0	408,6	408,4	424,6	459,5
Service de la dette brute	216,4	221,7	227,2	240,8	252,5	221,7	235,3	246,6	255,5
Autres dépenses	<u>247,5</u>	<u>270,5</u>	<u>288,8</u>	<u>306,5</u>	<u>350,2</u>	<u>319,0</u>	<u>370,7</u>	<u>377,1</u>	<u>415,8</u>
Total dépenses	767,9	804,8	850,1	912,1	1 016,7	949,3	1 014,4	1 048,3	1 130,8
SURPLUS (DÉFICIT) AVANT ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	<u>4,4</u>	<u>14,6</u>	<u>14,2</u>	<u>8,5</u>	<u>-12,2</u>	<u>27,0</u>	<u>13,3</u>	<u>33,4</u>	<u>20,0</u>
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES									
Revenus	9,4	8,9	9,5	8,5	10,2	8,8	18,1	18,5	16,9
Dépenses	<u>11,8</u>	<u>8,1</u>	<u>7,9</u>	<u>7,8</u>	<u>10,4</u>	<u>9,0</u>	<u>16,2</u>	<u>18,6</u>	<u>16,6</u>
Écart des revenus sur les dépenses	-2,4	0,8	1,6	0,7	-0,2	-0,2	1,9	-0,1	0,3
SURPLUS (DÉFICIT) DE L'EXERCICE	<u>2,0</u>	<u>15,4</u>	<u>15,8</u>	<u>9,2</u>	<u>-12,4</u>	<u>26,8</u>	<u>15,2</u>	<u>33,3</u>	<u>20,3</u>
Proportion du surplus (déficit) av. éléments extrabudgétaires par rapport aux revenus	0,6%	1,8%	1,6%	0,9%	-1,2%	2,8%	1,3%	3,1%	1,7%

7.2. Réserves financières (surplus affectés)

En juillet 2009, la Ville s'est dotée de politiques financières, dont une politique de gestion des réserves financières et des surplus affectés. La mise en place de ces outils s'avérait essentielle à une bonne et saine gestion financière de l'organisation. En ce sens, la prudence implique que la Ville crée des réserves suffisantes pour faire face à des situations exceptionnelles ou imprévues.

Les surplus affectés ou fonds réservés sont des sommes dédiées à des fins spécifiques. Les surplus non affectés sont les excédents annuels cumulés des revenus sur les dépenses provenant des opérations de fonctionnement.

Surplus affecté pour les opérations de déneigement

Des surplus sont affectés lorsque les coûts dépassent les budgets annuels de cette activité et qu'il est impossible de combler l'excédent de dépenses par toute autre source de financement.

Surplus affecté d'autoassurance

Ces sommes servent uniquement à acquitter des réclamations pour lesquelles la Ville est identifiée comme responsable.

Surplus affecté de prévoyance

Événements ou dépenses non récurrents sur lesquels l'administration a peu ou pas de contrôle. La dépense doit relever d'une obligation légale ou d'un cas de force majeure.

Surplus non affectés

L'utilisation est conséquente aux décisions du conseil municipal ou du conseil d'agglomération.

Tableau 28

Historique des réserves financières

(en millions de dollars)

Exercices terminés le 31 décembre	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Cibles
Neige	0,0	0,6	3,6	3,6	2,7	2,7	15,6	15,6	20,0	20,0
Autoassurance	0,0	0,7	5,7	5,7	5,7	5,7	8,7	8,7	8,7	8,7
Prévoyance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,1	0,4	20,0	20,0
Surplus non affectés	<u>2,0</u>	<u>15,5</u>	<u>16,7</u>	<u>13,5</u>	<u>-9,3</u>	<u>33,4</u>	<u>18,1</u>	<u>44,0</u>	<u>22,6</u>	<u>10,0</u>
Total	<u>2,0</u>	<u>16,8</u>	<u>26,0</u>	<u>22,8</u>	<u>-0,9</u>	<u>41,8</u>	<u>46,5</u>	<u>68,7</u>	<u>71,3</u>	<u>58,7</u>

En 2010, la réserve pour les opérations de déneigement atteint la cible fixée à 20,0 M\$. Il en va de même pour la réserve de prévoyance qui atteint la cible de 20,0 M\$. Depuis 2008, la réserve d'autoassurance a atteint la cible escomptée de 8,7 M\$. Les surplus non affectés dépassent la cible de 10,0 M\$ et atteignent cette année 22,6 M\$. Des décisions concernant l'affectation de ces surplus seront prises à la suite du dépôt des états financiers.

7.3. Masse salariale

La masse salariale est le poste de dépenses le plus important. Elle comprend la rémunération ainsi que les cotisations de l'employeur, et ce, pour tous les employés et les élus de la Ville. La rémunération englobe les salaires versés ainsi que les ajustements aux provisions liées à la rémunération. Les cotisations de l'employeur incluent les avantages sociaux et les charges sociales.

Tableau 29

Évolution de la masse salariale

(en millions de dollars)

	2006		2007		2008		2009		2010	
	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel
Rémunération	295,8	311,5	310,9	310,6	315,1	315,4	314,8	319,0	328,4	334,0
Cotisations de l'employeur	<u>81,1</u>	<u>102,5</u>	<u>98,2</u>	<u>98,0</u>	<u>107,9</u>	<u>93,0</u>	<u>116,6</u>	<u>105,6</u>	<u>125,0</u>	<u>125,5</u>
Masse salariale totale	<u>376,9</u>	<u>414,0</u>	<u>409,1</u>	<u>408,6</u>	<u>423,0</u>	<u>408,4</u>	<u>431,4</u>	<u>424,6</u>	<u>453,4</u>	<u>459,5</u>

En 2010, la masse salariale compte pour 40,6% des dépenses de fonctionnement en excluant les éléments extrabudgétaires, soit 459,5 M\$. En excluant la hausse des régimes de retraite, cette proportion est de 38,9%.

Par rapport aux prévisions budgétaires, un écart défavorable de -6,1 M\$ est enregistré à la masse salariale. Cet écart s'explique par des dépenses supplémentaires de :

- -5,6 M\$ pour la rémunération;
- -0,5 M\$ pour les cotisations de l'employeur.

Au plan de la rémunération, les salaires réguliers et occasionnels démontrent un écart favorable de 3,0 M\$ par rapport aux prévisions budgétaires.

Les salaires versés pour les heures supplémentaires présentent un écart défavorable de -5,1 M\$ avec les prévisions budgétaires, principalement rattaché à la sécurité publique. Ce dépassement de coûts est justifié par des heures supplémentaires nécessaires afin d'assurer la sécurité lors de la tenue d'événements et durant la période des travaux de voirie.

Une provision supplémentaire a été effectuée afin de prendre en compte la récurrence des augmentations salariales. Ceci a engendré un excédent de dépenses de - 3,1 M\$ qui est aussi reflété à la rubrique « autres rémunérations » dans les frais généraux.

Pour ce qui est des cotisations de l'employeur, les écarts suivants sont enregistrés :

- écart défavorable de -5,1 M\$ pour les régimes de retraite;
- écart favorable de 4,6 M\$ pour les autres cotisations de l'employeur.

Les écarts s'expliquent ainsi :

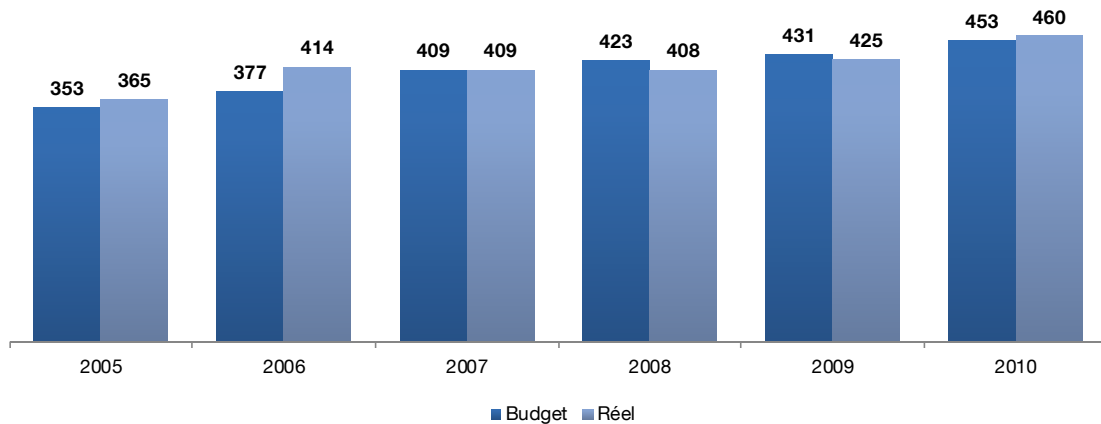
Régimes de retraite :

- l'ajustement de la cotisation courante aux régimes de retraite pour les années 2008-2009-2010 pour -5,1 M\$, à la suite du dépôt, en décembre 2010, de l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2007;
- le paiement d'un montant de 0,75 M\$ pour le déficit de solvabilité de l'ancienne Ville de Québec ainsi que des frais de financement pour 0,36 M\$;
- le calcul de l'amortissement des gains et des pertes ainsi que le résultat des intérêts sur les obligations et le passif des régimes de retraite ont généré un écart favorable de 0,6 M\$.

Autres cotisations de l'employeur :

- écart favorable de 2,2 M\$ dans les charges sociales, dont 1,7 M\$ relativement à l'ajustement de la provision pour la CSST;
- 2,4 M\$ dans les autres avantages sociaux, dont 1,6 M\$ en lien avec une ristourne de l'assureur au programme de l'assurance santé ainsi qu'un écart favorable à l'assurance invalidité.

Graphique 4
Évolution de la masse salariale
(en millions de dollars)



Par rapport à 2009, la masse salariale a augmenté de 8,2%, soit 3 % de plus que la hausse prévue au budget.

Les dépenses liées à la rémunération représentent une augmentation de 4,7% par rapport à l'année précédente. L'augmentation en lien avec les salaires versés dans les unités administratives n'est toutefois que de 1,4 %. La différence est expliquée par les ajustements de provisions liées à la rémunération.

L'augmentation des cotisations de l'employeur représente une hausse de 18,8% par rapport à 2009 et est principalement rattachée aux régimes de retraite. Une augmentation de 9,9 M\$ était prévue au budget des régimes de retraite conséquemment aux déficits enregistrés à la suite de la crise financière de 2008. Cependant, les évaluations actuarielles en date du 31 décembre 2007, déposées par les actuaires en décembre 2010, ont révélé qu'un ajustement plus important était nécessaire.

7.4. Effectif

L'effectif comprend l'ensemble des personnes au service de l'organisation et se divise en six familles d'emplois : cadres et contremaîtres, professionnels, cols blancs, cols bleus, policiers et pompiers.

La Ville utilise, comme unité de mesure de l'effectif, le concept d'équivalent temps complet (ETC) exprimé en nombre d'années-personnes (a-p.). Il s'agit de l'unité correspondant au travail d'une personne pendant un an. En effet, le nombre d'employés, tout statut confondu, est converti en ETC. Ce calcul s'effectue sur la base des heures réellement payées (régulier et occasionnel). Le calcul de l'effectif exclut le temps supplémentaire de même que les primes.

En 2010, l'effectif se chiffre à 5 213 a-p., soit une diminution de -70 a-p. par rapport à 2009. Cet écart s'explique majoritairement par une diminution de :

- 25 a-p. attribuable au programme d'attrition;

- 21 a-p. à l'arrondissement de La Cité-Limoilou à la suite de l'impartition de la collecte et du transport des déchets;
- 18 a-p. au Service du greffe et des archives attribuable au personnel électoral qui avait été embauché en 2009, mais qui n'était plus nécessaire en 2010;
- 15 a-p. au Service de la gestion des immeubles résultant de la compression de postes occasionnels.

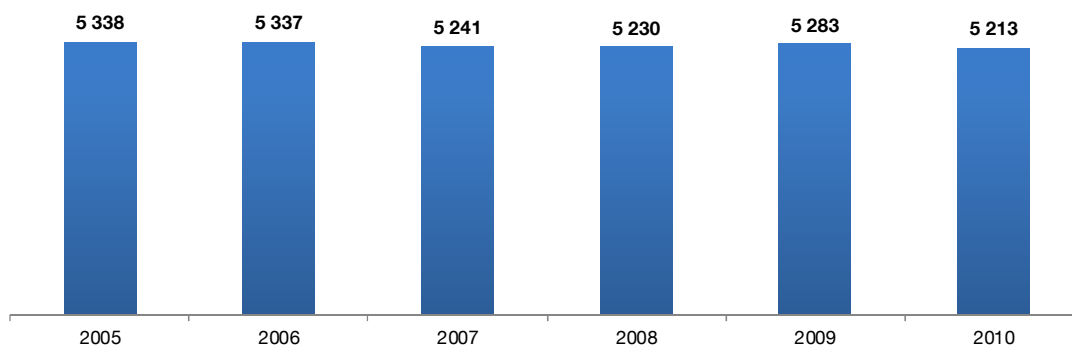
Par ailleurs, l'effectif à l'Office du tourisme de Québec s'est accru de 15 a-p., représentant les ressources de l'Association touristique régionale dont le budget a été intégré à celui de l'Office du tourisme de Québec en 2010.

Tableau 30
Évolution de l'effectif
(en années-personnes)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Régulier	3 924	3 981	3 928	3 961	4 068	4 074
Occasionnel	<u>1 414</u>	<u>1 356</u>	<u>1 313</u>	<u>1 269</u>	<u>1 215</u>	<u>1 139</u>
Effectif total	<u>5 338</u>	<u>5 337</u>	<u>5 241</u>	<u>5 230</u>	<u>5 283</u>	<u>5 213</u>
Variation en %		0,0%	-1,8%	-0,2%	1,0%	-1,3%

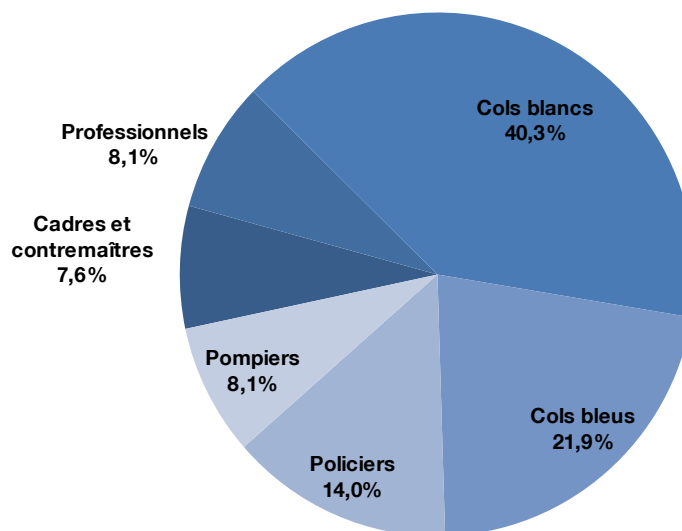
La rémunération versée dans les unités administratives se chiffre à 298,3 M\$, ce qui représente un écart favorable de 3,0 M\$ par rapport aux prévisions budgétaires établies à 301,3 M\$. En comparaison, la rémunération versée dans les unités administratives en 2009 totalisait 294,2 M\$ par rapport à un budget de 287,8 M\$, soit un écart défavorable de -6,4 M\$. La rémunération versée dans les unités administratives a augmenté de 1,4% entre 2009 et 2010, soit de 4,1 M\$.

Graphique 5
Évolution de l'effectif
(en années-personnes)



Par ailleurs, l'effectif se compose majoritairement de cols blancs, de cols bleus et de policiers. Cette répartition est comparable à celle de 2009.

Graphique 6
Composition de l'effectif



7.5. Cotisations de l'employeur

Les cotisations de l'employeur incluent les avantages sociaux comprenant, notamment, les cotisations aux régimes de retraite et les charges sociales.

Tableau 31
Évolution des cotisations de l'employeur
(en millions de dollars)

	2006		2007		2008		2009		2010	
	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel
Régimes de retraite										
Cotisations régulières	23,0	31,8	31,9	31,2	34,9	30,9	35,0	32,9	34,2	38,8
Contributions au déficit	18,7	29,0	21,4	20,5	21,1	15,8	28,0	25,8	38,7	39,2
Sous-total régimes de retraite	41,7	60,8	53,3	51,7	56,0	46,7	63,0	58,7	72,9	78,0
Autres cotisations de l'employeur	39,4	41,7	44,9	46,3	51,9	46,3	53,6	46,9	52,1	47,5
Total cotisations de l'employeur	81,1	102,5	98,2	98,0	107,9	93,0	116,6	105,6	125,0	125,5

Les cotisations de l'employeur atteignent 125,5 M\$ en 2010, soit un écart défavorable de -0,5 M\$ avec les prévisions budgétaires. Les écarts suivants sont enregistrés :

- écart défavorable de -5,1 M\$ pour les régimes de retraite;
- écart favorable de 4,6 M\$ pour les autres cotisations de l'employeur.

Les écarts s'expliquent ainsi :

Régimes de retraite :

- l'ajustement de la cotisation courante aux régimes de retraite pour les années 2008-2009-2010 pour -5,1 M\$, à la suite du dépôt, en décembre 2010, de l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2007;
- le paiement d'un montant de 0,75 M\$ pour le déficit de solvabilité de l'ancienne Ville de Québec ainsi que des frais de financement pour 0,36 M\$;
- le calcul de l'amortissement des gains et des pertes ainsi que le résultat des intérêts sur les obligations et le passif des régimes de retraite ont généré un écart favorable de 0,6 M\$.

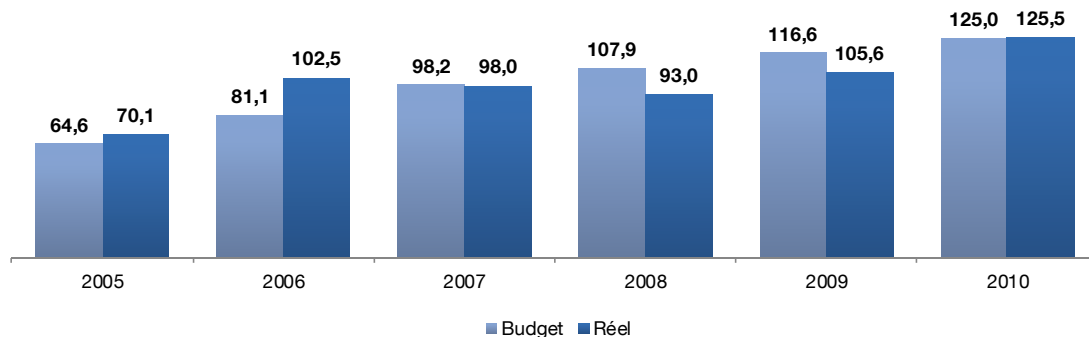
Autres cotisations de l'employeur :

- écart favorable de 2,2 M\$ dans les charges sociales, dont 1,7 M\$ relativement à l'ajustement de la provision pour la CSST;
- 2,4 M\$ dans les autres avantages sociaux, dont 1,6 M\$ en lien avec une ristourne de l'assureur au programme de l'assurance santé ainsi qu'un écart favorable à l'assurance invalidité.

Graphique 7

Évolution des cotisations de l'employeur

(en millions de dollars)



En regard de 2009, les cotisations de l'employeur ont augmenté de 18,8%. Cette variation provient majoritairement de la hausse des contributions au déficit des régimes de retraite qui ont augmenté de 13,4 M\$. Ceci, conséquemment aux déficits des régimes de retraite enregistrés à la suite de la crise financière de 2008.

Régimes de retraite

Les dépenses liées aux cotisations aux différents régimes de retraite sont une des composantes de la masse salariale.

Les régimes de retraite de la Ville de Québec sont à prestations déterminées. On entend par régime de retraite à prestations déterminées un régime dans lequel est précisé soit le montant des prestations que recevront les employés, soit le mode de calcul du montant de

ces prestations. Ce calcul est basé sur des facteurs comme l'âge, le salaire et le nombre d'années de service du participant.

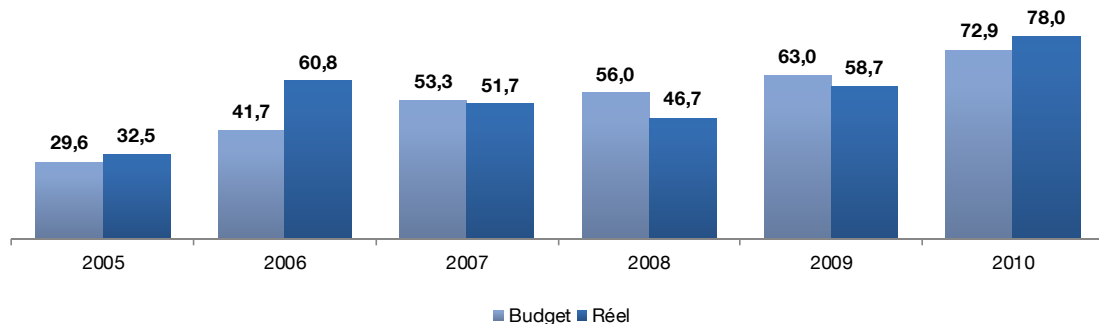
Un tel régime repose sur le principe de la capitalisation. Les cotisations déposées dans une caisse de retraite et les revenus de placement qui en découlent servent à financer le paiement des prestations prévues.

Dans ce type de régime, le risque relatif au rendement de la caisse de retraite est assumé par l'employeur. Généralement, tout déficit dans la caisse doit être comblé par l'employeur.

Les cotisations d'exercice ou cotisations courantes sont un montant pour faire face aux obligations des régimes de retraite en fonction des hypothèses actuarielles. Il s'agit de la part de l'employeur et de celle des employés.

Les cotisations d'équilibre sont un montant pour faire face aux obligations des régimes de retraite en fonction des déficits actuariels. Il s'agit, entre autres, de la partie nécessaire au remboursement du déficit. Ces cotisations sont à la charge de l'employeur.

Graphique 8
Évolution des dépenses liées aux régimes de retraite
(en millions de dollars)



Les dépenses liées aux régimes de retraite se chiffrent à 78,0 M\$, soit un écart défavorable de -5,1 M\$ avec les prévisions budgétaires. L'utilisation de la méthode du couloir, permise par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT), permet de différer une partie de la taxation. En 2010, ce montant est de 6,3 M\$. N'eut été de l'utilisation de cette méthode, les dépenses liées aux régimes de retraite auraient été de 84,3 M\$.

Les écarts suivants sont enregistrés :

- écart défavorable de -4,6 M\$ pour les cotisations régulières;
- écart défavorable de -0,5 M\$ pour les contributions au déficit.

Les écarts s'expliquent ainsi :

- l'ajustement de la cotisation courante aux régimes de retraite pour les années 2008-2009-2010 pour -5,1 M\$, à la suite du dépôt, en décembre 2010, de l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2007;
- le paiement d'un montant de 0,75 M\$ pour le déficit de solvabilité de l'ancienne Ville de Québec ainsi que des frais de financement pour 0,36 M\$;
- le calcul de l'amortissement des gains et des pertes ainsi que le résultat des intérêts sur les obligations et le passif des régimes de retraite ont généré un écart favorable de 0,6 M\$.

7.6. Neige

Les dépenses liées à la neige comprennent le déneigement de la chaussée à contrats, le déneigement de la chaussée effectué en régie, le déneigement hors rue, l'opération des dépôts à neige ainsi que le transport de la neige. Ces dépenses font partie du budget des travaux publics des arrondissements.

En 2010, c'est 2 340 km de rue qui constituait le réseau à déneiger sur le territoire de la ville, comparativement à 2 330 km en 2009. La politique de déneigement, adoptée en 2009, précise les paramètres régissant les opérations de déneigement.

Tableau 32
Évolution des dépenses liées à la neige
(en millions de dollars)

	2006		2007		2008		2009		2010	
	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel
Déneigement chaussée - Contrats	18,1	20,2	20,1	21,2	19,6	28,2	21,4	20,7	22,6	19,6
Déneigement chaussée - Régie	9,0	7,7	9,8	8,7	9,9	11,8	9,8	9,4	10,1	7,5
Déneigement hors rue	1,1	1,3	1,3	1,4	1,7	1,9	2,0	1,7	2,0	1,5
Opération des dépôts à neige	<u>6,1</u>	<u>9,4</u>	2,3	2,3	2,2	6,2	2,2	2,8	2,3	1,9
Transport de neige			<u>2,9</u>	<u>4,9</u>	<u>2,9</u>	<u>8,1</u>	<u>3,3</u>	<u>4,2</u>	<u>3,3</u>	<u>1,4</u>
Total des dépenses	<u>34,3</u>	<u>38,6</u>	<u>36,4</u>	<u>38,5</u>	<u>36,3</u>	<u>56,2</u>	<u>38,7</u>	<u>38,8</u>	<u>40,3</u>	<u>31,9</u>

Les dépenses liées à la neige atteignent 31,9 M\$ en 2010, soit un écart favorable de 8,4 M\$ avec les prévisions budgétaires. Les écarts favorables suivants sont enregistrés :

- 3,0 M\$ pour le déneigement de la chaussée effectué à contrats;
- 2,6 M\$ pour le déneigement de la chaussée effectué en régie;
- 1,9 M\$ pour le transport de la neige;
- 0,5 M\$ pour le déneigement hors rue;
- 0,4 M\$ pour l'opération des dépôts à neige.

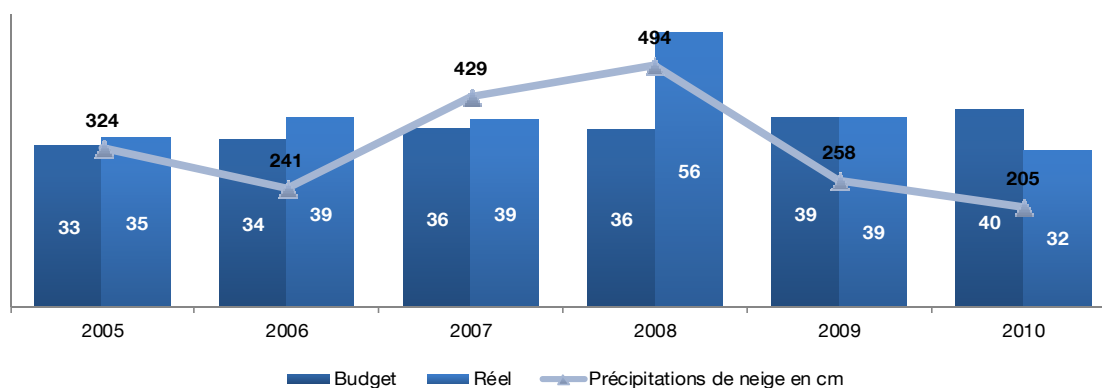
L'hiver moins rude de même que les faibles précipitations de neige expliquent les économies quant au déneigement. Les contrats sont établis avec une moyenne annuelle de précipitation de neige de 320 cm. Avec des précipitations de 205,0 cm en 2010, les économies sont appréciables. Ceci représente toutefois une situation exceptionnelle. À

l'inverse, l'année 2008 avaient atteint un niveau record dans les coûts de déneigement. Dans les deux cas, ces situations demeurent imprévisibles.

Par rapport à 2009, les dépenses liées à la neige ont chuté de -17,8%. Cette diminution s'explique surtout par les conditions climatiques clémentes de 2010 combinées à l'application de la politique de déneigement adoptée en 2009.

Comme le démontre le graphique suivant, l'année 2010 aura été la moins coûteuse des six dernières années sur le plan des dépenses liées à la neige. Il en va de même pour les précipitations de neige qui ont été à leur plus bas niveau en six ans.

Graphique 9
Évolution des dépenses liées à la neige
(en millions de dollars)

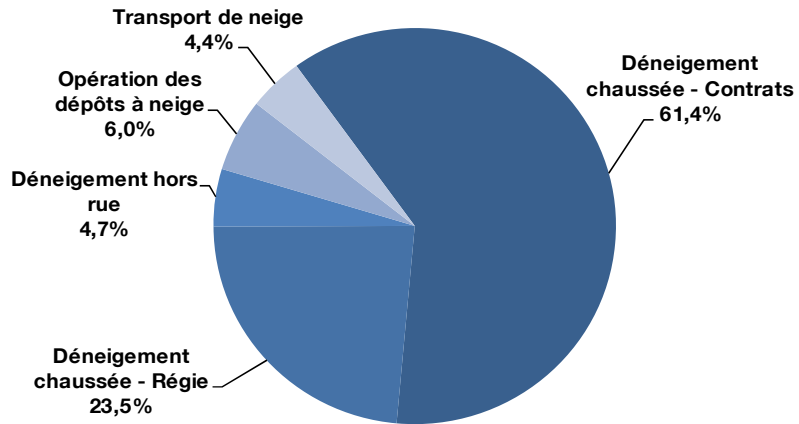


Les précipitations de neige sont compilées sur la même base temporelle que les états financiers, soit du 1^{er} janvier au 31 décembre. Au total, il est tombé 205,0 cm de neige en 2010, soit une variation à la baisse de -53,0 cm en regard de 2009.

Dans un autre ordre d'idées, on constate qu'il n'y a pas toujours un lien de cause à effet entre la quantité de neige tombée et les coûts liés à la neige. En effet, plusieurs facteurs influencent ces dépenses, entre autres, le moment où le déneigement est effectué (coûts plus élevés la fin de semaine que les jours de semaine) ainsi que le type de précipitations reçues (neige, verglas ou pluie).

Par ailleurs, la principale dépense liée à la neige est le déneigement de la chaussée (à contrats et en régie).

Graphique 10
Composition des dépenses liées à la neige
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010



7.7. Énergie

Les dépenses d'énergie comprennent l'électricité, le gaz, le mazout et le carburant. L'électricité, le gaz et le mazout sont gérés au Service de la gestion des immeubles tandis que la gestion du carburant est centralisée au Service de la gestion des équipements motorisés.

Tableau 33
Évolution des dépenses d'énergie
(en millions de dollars)

	2006		2007		2008		2009		2010	
	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel
Électricité	16,3	17,7	17,1	17,6	17,7	17,9	19,2	19,7	19,9	19,9
Gaz	2,6	2,4	3,0	2,6	3,3	2,6	3,5	2,8	3,6	2,3
Mazout	0,4	0,3	0,4	0,5	0,3	0,5	0,4	0,4	0,4	0,3
Carburant	<u>6,6</u>	<u>6,6</u>	<u>6,7</u>	<u>7,2</u>	<u>6,9</u>	<u>10,0</u>	<u>6,2</u>	<u>6,5</u>	<u>5,9</u>	<u>6,2</u>
Total des dépenses	<u>25,9</u>	<u>27,0</u>	<u>27,2</u>	<u>27,9</u>	<u>28,2</u>	<u>31,0</u>	<u>29,3</u>	<u>29,4</u>	<u>29,8</u>	<u>28,7</u>

Les dépenses d'énergie se chiffrent à 28,7 M\$ en 2010, soit un écart favorable de 1,1 M\$ avec les prévisions budgétaires. Les écarts suivants sont enregistrés :

- écart favorable de 1,3 M\$ pour le gaz;
- écart favorable de 0,1 M\$ pour le mazout;
- écart défavorable de -0,3 M\$ pour le carburant.

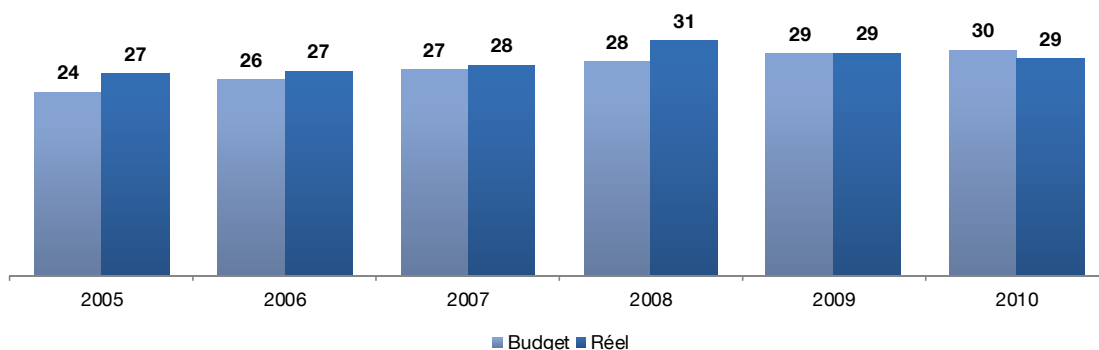
La clémence de l'hiver a généré des économies sur le plan du chauffage des bâtiments de la Ville, soit en regard des dépenses liées au gaz et au mazout. En effet, un écart favorable totalisant 1,4 M\$ est constaté pour ces dépenses. Aussi, l'opération de nouveaux équipements pour lesquels il n'y avait pas d'historique de consommation n'a pas entraîné de dépassement de coût en regard du budget qui leur avait été alloué sur le plan de

l'énergie. Il s'agit, entre autres, du stade Chauveau, de l'aréna des Deux Glaces et du nouveau système d'ozonation du traitement de l'eau.

Le dépassement de coûts lié aux dépenses de carburant est attribuable au prix de l'essence qui s'est avéré supérieur aux hypothèses soutenant les prévisions budgétaires. N'eut été des économies de carburant relatives à l'utilisation de la machinerie pour le déneigement, cet écart défavorable aurait été beaucoup plus élevé.

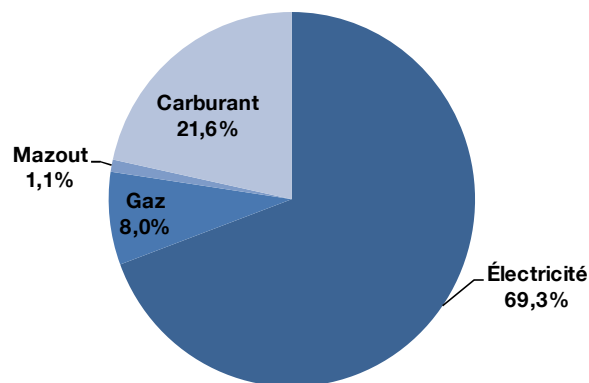
Par rapport à 2009, les dépenses d'énergie ont chuté de -2,4%. Cette diminution s'explique surtout par les économies réalisées sur le chauffage des bâtiments. La moyenne des dépenses d'énergie depuis 2005 s'élève à 28,5 M\$, ce qui place l'année 2010 légèrement au-dessus de la moyenne.

Graphique 11
Évolution des dépenses d'énergie
(en millions de dollars)



Par ailleurs, les principales dépenses d'énergie sont l'électricité et le carburant. L'électricité demeure la source d'énergie la plus utilisée dans les opérations de la Ville. Elle représente 69,3% de la dépense totale d'énergie.

Graphique 12
Composition des dépenses d'énergie
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010



Carburant

Le carburant utilisé par la Ville comprend de l'essence régulière sans plomb et de l'essence diesel.

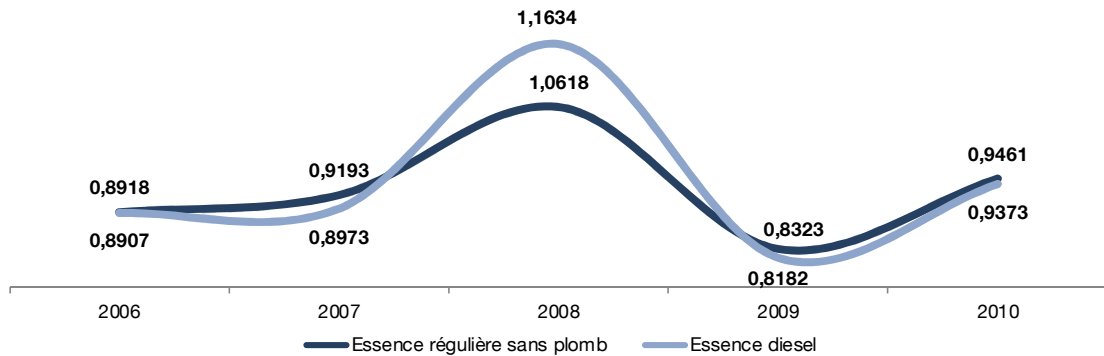
Cette année, le prix unitaire moyen payé par la Ville pour l'essence régulière sans plomb a été de 0,9461 \$. Il s'agit d'une augmentation de 13,7% par rapport à 2009. Il en va de même pour l'essence diesel qui a atteint 0,9373 \$, soit une variation à la hausse de 14,6% en regard de 2009.

Par rapport à 2009, les dépenses en carburant ont diminué de -4,6%. Cette variation est en lien avec la disposition des véhicules auparavant utilisés pour la collecte des matières résiduelles. Cette activité a été impartie en avril 2010.

Graphique 13

Évolution du prix unitaire annuel moyen du carburant payé par la Ville

(en dollars)

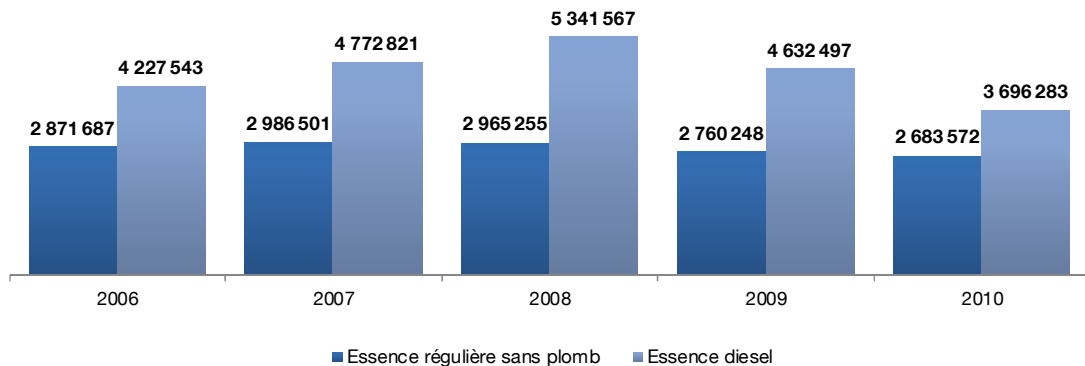


Les quantités annuelles de carburant utilisées par la Ville sont en baisse de -2,8% pour l'essence régulière sans plomb et de -20,2% pour l'essence diesel. La diminution de la consommation en termes de litre d'essence est justifiée par une utilisation moindre de la machinerie utilisée pour les activités de déneigement. Ceci, conséquemment à un hiver plus clément et à l'impartition de la collecte des matières résiduelles.

Graphique 14

Évolution des quantités annuelles de carburant utilisées par la Ville

(en litres)



7.8. Collecte des matières résiduelles

Les dépenses liées aux matières résiduelles comprennent la collecte des matières secondaires (recyclage) ainsi que la collecte et le transport des déchets.

Tableau 34

Évolution des dépenses liées à la collecte des matières résiduelles

(en millions de dollars)

	2006		2007		2008		2009		2010	
	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel
Collecte des matières secondaires	4,4	4,5	5,4	5,7	6,0	6,1	6,5	5,9	6,9	5,9
Collecte et transport des déchets	<u>8,4</u>	<u>8,1</u>	<u>8,1</u>	<u>7,6</u>	<u>7,8</u>	<u>7,7</u>	<u>8,1</u>	<u>8,2</u>	<u>11,8</u>	<u>11,2</u>
Total des dépenses	<u>12,8</u>	<u>12,6</u>	<u>13,5</u>	<u>13,3</u>	<u>13,8</u>	<u>13,8</u>	<u>14,6</u>	<u>14,1</u>	<u>18,7</u>	<u>17,1</u>

Ces dépenses atteignent 17,1 M\$ en 2010, soit un écart favorable de 1,6 M\$ comparativement aux prévisions budgétaires. Les écarts favorables suivants sont enregistrés :

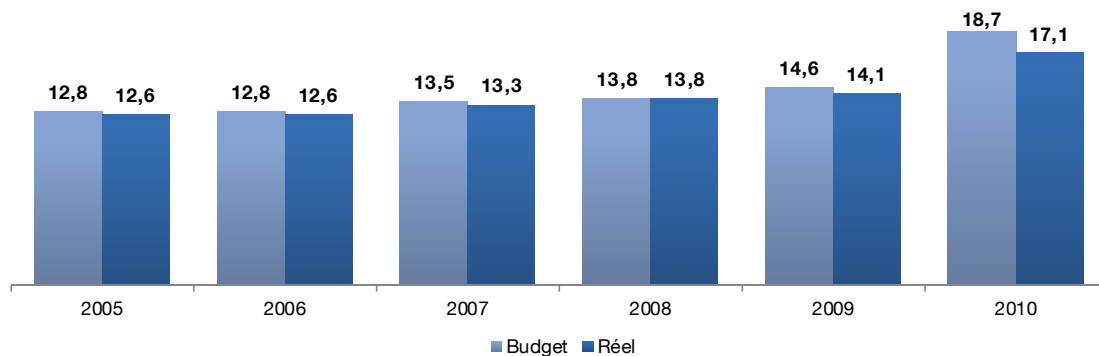
- 1,0 M\$ pour la collecte des matières secondaires (recyclage);
- 0,6 M\$ pour la collecte et le transport des déchets.

Dans ces deux cas, les économies enregistrées proviennent des quantités de matières résiduelles collectées qui ont été moindre que celles prévues au budget.

Graphique 15

Évolution des dépenses liées aux matières résiduelles

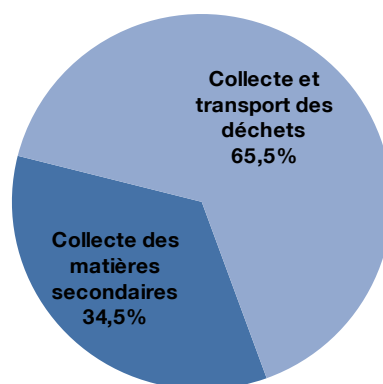
(en millions de dollars)



Par rapport à 2009, les dépenses liées aux matières résiduelles sont en hausse de 21,3%. Cette augmentation est cependant moins importante que celle initialement prévue. La hausse des dépenses 2010 découle principalement de l'impartition de ces activités depuis le 1^{er} avril 2010. Ainsi, l'organisation a supporté une partie des dépenses liées à l'effectif, auparavant affecté à ces tâches, en plus du coût des contrats. À la fin de 2010, ces effectifs ont été assignés à d'autres activités. Le bilan demeure positif si l'on tient compte des économies générées par la disposition des véhicules servant aux matières résiduelles. Il est prévu que ce changement dans les façons de faire générera des économies récurrentes cumulatives de l'ordre de 4,8 M\$ d'ici 2013. Pour plus d'informations à ce sujet, le deuxième

rapport d'étape du Comité d'amélioration de la performance de la Ville de Québec peut être consulté à l'adresse suivante :
http://www.ville.quebec.qc.ca/publications/docs_ville/rapport_transf_org_deuxieme2010.pdf

Graphique 16
Composition des dépenses liées aux matières résiduelles
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010



7.9. Loisirs et culture

Les dépenses pour les loisirs et la culture comprennent les bibliothèques, les arénas, les patinoires extérieures, les piscines et les programmes aquatiques.

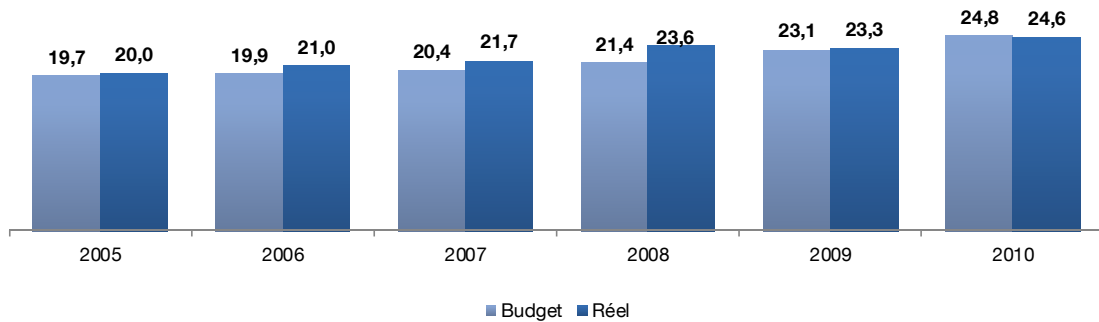
Tableau 35
Évolution des dépenses liées aux loisirs et à la culture
(en millions de dollars)

	2006		2007		2008		2009		2010	
	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel
Bibliothèques	12,0	13,0	12,7	13,8	13,0	14,5	13,8	13,9	14,5	14,4
Arénas	3,0	3,1	2,9	2,9	3,1	3,1	3,1	3,2	3,4	3,3
Patinoires extérieures	1,1	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,3	1,3	1,6	1,5
Piscines	2,5	2,6	2,4	2,5	2,6	3,0	2,7	2,8	2,8	3,1
Programmes aquatiques	<u>1,3</u>	<u>1,3</u>	<u>1,3</u>	<u>1,4</u>	<u>1,6</u>	<u>1,9</u>	<u>2,2</u>	<u>2,1</u>	<u>2,5</u>	<u>2,3</u>
Total des dépenses	<u>19,9</u>	<u>21,0</u>	<u>20,4</u>	<u>21,7</u>	<u>21,4</u>	<u>23,6</u>	<u>23,1</u>	<u>23,3</u>	<u>24,8</u>	<u>24,6</u>

Ces dépenses atteignent 24,6 M\$ en 2010, soit un écart favorable de 0,2 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart s'explique surtout par des dépenses inférieures aux prévisions pour 0,2 M\$ en ce qui a trait aux programmes aquatiques. La diminution de l'offre d'activités aux programmes aquatiques dans certains arrondissements explique cet écart favorable.

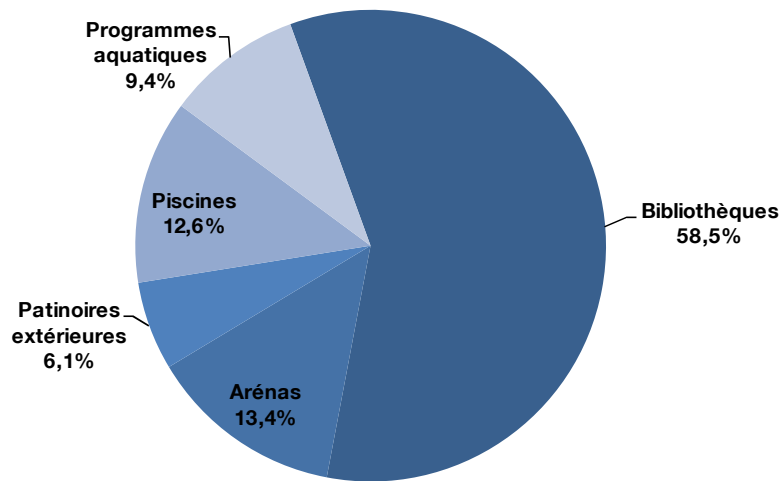
Par ailleurs, un écart défavorable de -0,3 M\$ est enregistré en regard de l'opération des piscines. La prolongation des heures d'ouverture des piscines extérieures à l'été 2010 explique celui-ci.

Graphique 17
Évolution des dépenses liées aux loisirs et à la culture
(en millions de dollars)



Par ailleurs, la majeure partie des dépenses consacrées aux loisirs et à la culture sont dédiées aux bibliothèques. Cette pondération des dépenses est comparable aux années antérieures.

Graphique 18
Composition des dépenses liées aux loisirs et à la culture
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

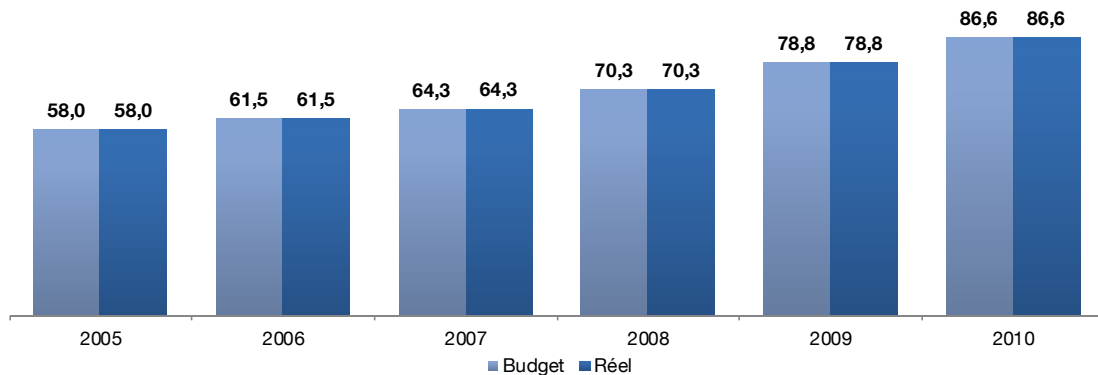


7.10. Transport en commun

Le Réseau de transport de la Capitale (RTC) a pour mission de permettre aux citoyens de mieux vivre la ville par un transport collectif de qualité, au meilleur coût pour la collectivité. Ce faisant, le RTC contribue à un environnement sain et à un aménagement urbain de qualité, tout en soutenant le développement économique, social et culturel de la région.

La contribution de la Ville au RTC se traduit par une quote-part versée annuellement au RTC. Le transport en commun continue à se développer. En 2010, la contribution de la Ville au RTC a atteint 86,6 M\$, en augmentation de 9,8% par rapport à 2009. Comme la Ville verse une quote-part préétablie au RTC, la dépense réelle est toujours conforme aux prévisions budgétaires.

Graphique 19
Évolution des dépenses liées au transport en commun
(en millions de dollars)



7.11. Service de la dette nette

Le service de la dette nette comprend l'ensemble des sommes que la Ville de Québec est tenue de verser pour rembourser le capital emprunté et pour payer les intérêts au cours de l'exercice financier, déduction faite des revenus s'y rapportant.

Tableau 36
Évolution du service de la dette nette
(en millions de dollars)

	2006		2007		2008		2009		2010	
	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel
Service de la dette brute	241,2	252,5	221,5	221,7	235,4	235,3	249,7	246,6	257,9	255,5
Revenus	<u>-69,2</u>	<u>-88,4</u>	<u>-66,5</u>	<u>-72,4</u>	<u>-71,0</u>	<u>-71,6</u>	<u>-69,3</u>	<u>-67,4</u>	<u>-58,5</u>	<u>-58,0</u>
Service de la dette nette	<u>172,0</u>	<u>164,1</u>	<u>155,0</u>	<u>149,3</u>	<u>164,4</u>	<u>163,7</u>	<u>180,4</u>	<u>179,2</u>	<u>199,4</u>	<u>197,5</u>

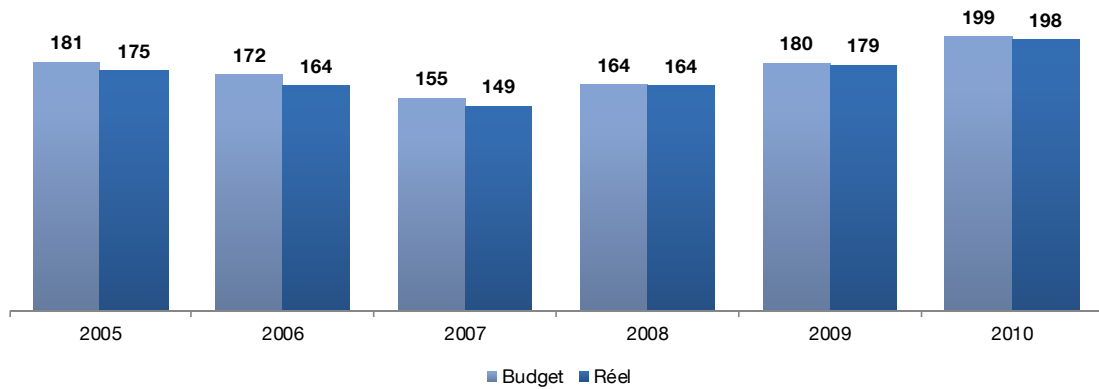
Le service de la dette nette atteint 197,5 M\$ en 2010, soit un écart favorable de 1,9 M\$ avec les prévisions budgétaires. En effet, les écarts suivants sont enregistrés :

- un écart favorable de 2,4 M\$ pour le service de la dette brute;
- un écart défavorable de -0,5 M\$ pour les revenus.

L'écart favorable enregistré au service de la dette s'explique en grande partie par des économies sur les taux d'intérêt et les frais d'émission qui ont été moins élevés que prévu.

D'autre part, l'écart défavorable rattaché aux revenus est dû aux taux d'intérêts qui ont été inférieurs aux prévisions.

Graphique 20
Évolution du service de la dette nette
(en millions de dollars)



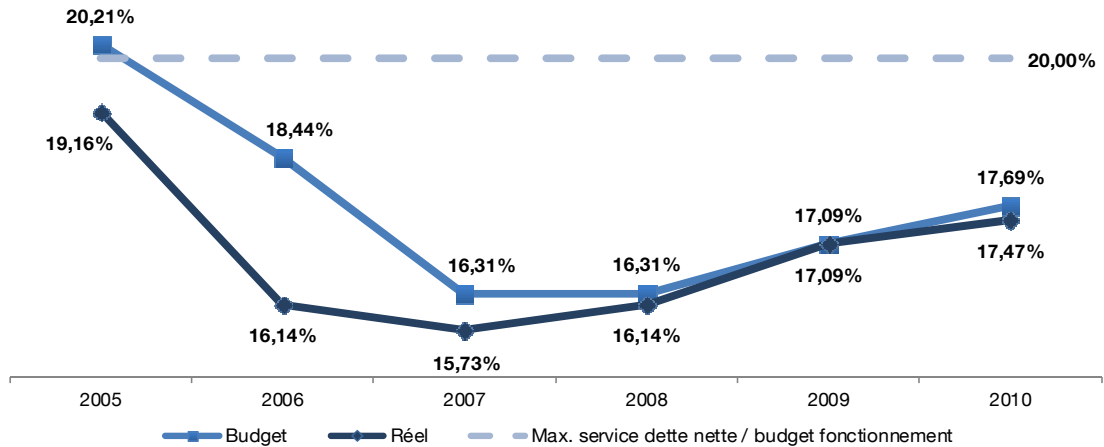
En juillet 2009, la Ville s’est dotée de politiques financières, dont une politique de gestion de la dette. La mise en place de cet outil s’avérait essentielle à une bonne et saine gestion financière de l’organisation. Cette politique vient notamment établir des cibles afin de limiter les emprunts à des niveaux acceptables. Une de celles-ci est à l’effet que l’organisation souhaite que le ratio du service de la dette nette par rapport au budget de fonctionnement ne dépasse pas 20 %.

Au plan budgétaire, il était prévu que le ratio du service de la dette nette par rapport au budget de fonctionnement atteigne 17,69% en 2010. Finalement, il se chiffre à 17,47%, soit un écart favorable de 0,22%. Cet écart est principalement attribuable au service de la dette nette qui a été moins élevé que prévu.

Par rapport à 2009, ce ratio est en augmentation, ceci conséquemment à l’augmentation du nombre de travaux réalisés en regard des programmes triennaux d’immobilisations (PTI) adoptés. En effet, le service de la dette nette augmente plus rapidement que les dépenses.

Graphique 21

Évolution du ratio du service de la dette nette par rapport aux dépenses de fonctionnement excluant les éléments extrabudgétaires



7.12. Investissements

Les projets d'investissement sont regroupés dans le programme triennal d'immobilisations (PTI) de la Ville. En effet, ce dernier regroupe les projets que la Ville prévoit effectuer sur son territoire au cours des trois prochaines années pour entretenir ses infrastructures, favoriser le développement économique, culturel et social et améliorer la qualité de vie par un meilleur aménagement urbain.

En conséquence, les investissements sont une dépense effectuée en vue d'acquérir, de construire, de développer, de mettre en valeur ou d'améliorer une immobilisation, ce qui lui procurera des avantages au cours d'un certain nombre d'années.

Les investissements de la Ville sont classés sous huit catégories : infrastructures, bâtiments, véhicules, ameublement et équipement de bureau, machinerie, outillage et équipement divers, terrains, autres investissements et assises de rues et infrastructures.

La réalisation des investissements ne peut pas être comparée aux différents PTI adoptés puisqu'il y a un décalage dans le temps entre l'adoption des PTI et la réalisation des projets qui y sont inscrits. En effet, la réalisation d'un projet peut s'étendre sur plusieurs années.

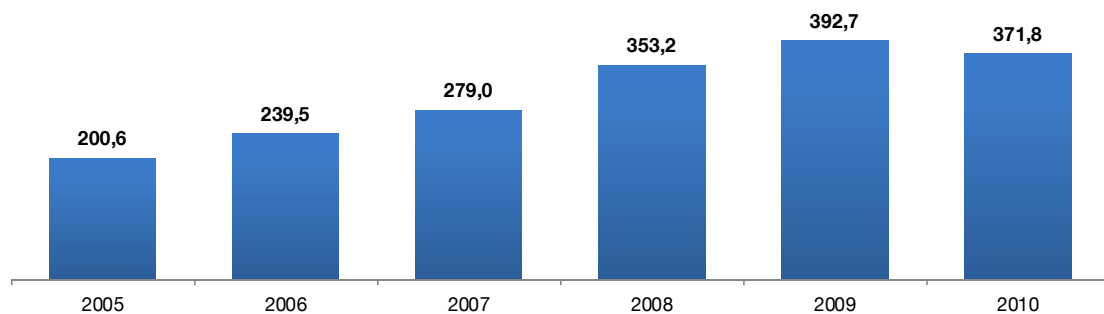
Tableau 37
Évolution des investissements
(en millions de dollars)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Infrastructures	98,7	144,5	190,5	225,5	271,9	271,9
Bâtiments	20,2	28,0	23,0	34,8	35,5	55,0
Véhicules	10,8	15,2	14,0	12,4	9,5	15,0
Ameublement et équipement bureau	6,9	6,0	7,8	10,3	14,3	19,8
Machinerie, outillage et équipement divers	1,1	4,2	5,5	8,8	4,2	8,1
Terrains	0,2	0,0	0,5	0,1	0,2	1,8
Autres	<u>0,3</u>	<u>0,4</u>	<u>0,9</u>	<u>0,0</u>	<u>0,3</u>	<u>0,2</u>
Sous-total des investissements	138,2	198,3	242,2	291,9	335,9	371,8
Assises de rues et infrastructures	<u>62,4</u>	<u>41,2</u>	<u>36,8</u>	<u>61,3</u>	<u>56,8</u>	<u>0,0</u>
Total des investissements	<u>200,6</u>	<u>239,5</u>	<u>279,0</u>	<u>353,2</u>	<u>392,7</u>	<u>371,8</u>

En 2010, les investissements atteignent 371,8 M\$, soit une diminution de -5,3% par rapport à 2009. Cette variation provient des assises de rues et infrastructures qui n'ont pas été comptabilisées en 2010. Depuis le 1^{er} janvier 2010, les assises de rues et infrastructures sont comptabilisées à la date de l'acte de cession et aucun acte de cession, pour des travaux autorisés en 2010, n'a été enregistré.

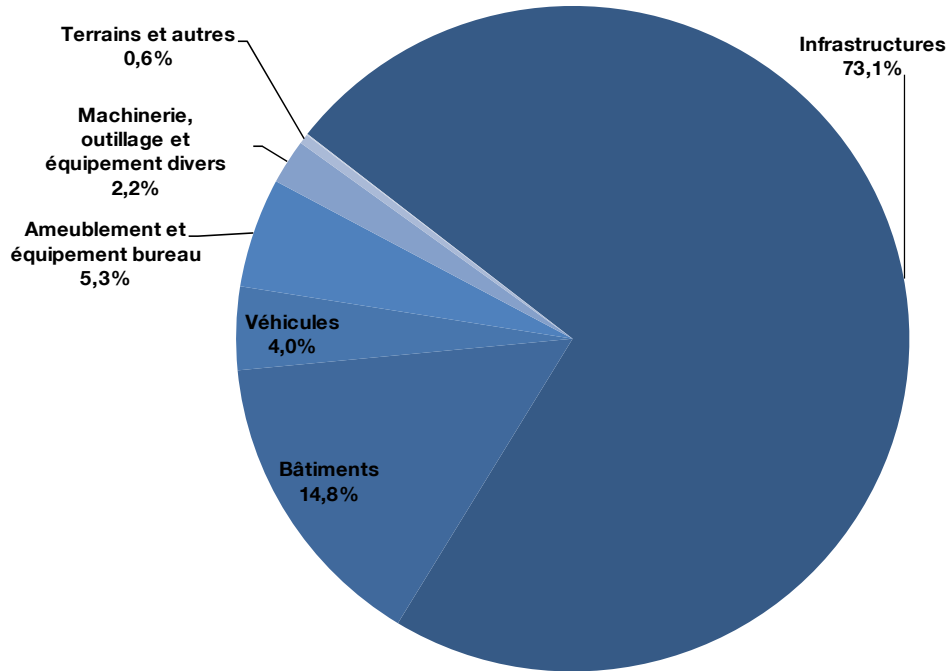
En excluant les assises de rues et infrastructures, les investissements augmentent de 10,7% par rapport à 2009. Ceci, conséquemment à l'accélération dans la réalisation des travaux découlant des programmes triennaux d'immobilisations (PTI) et provenant, entre autres, de la récupération du retard accumulé sur le plan de l'entretien et de la réfection des infrastructures de la Ville.

Graphique 22
Évolution des investissements
(en millions de dollars)



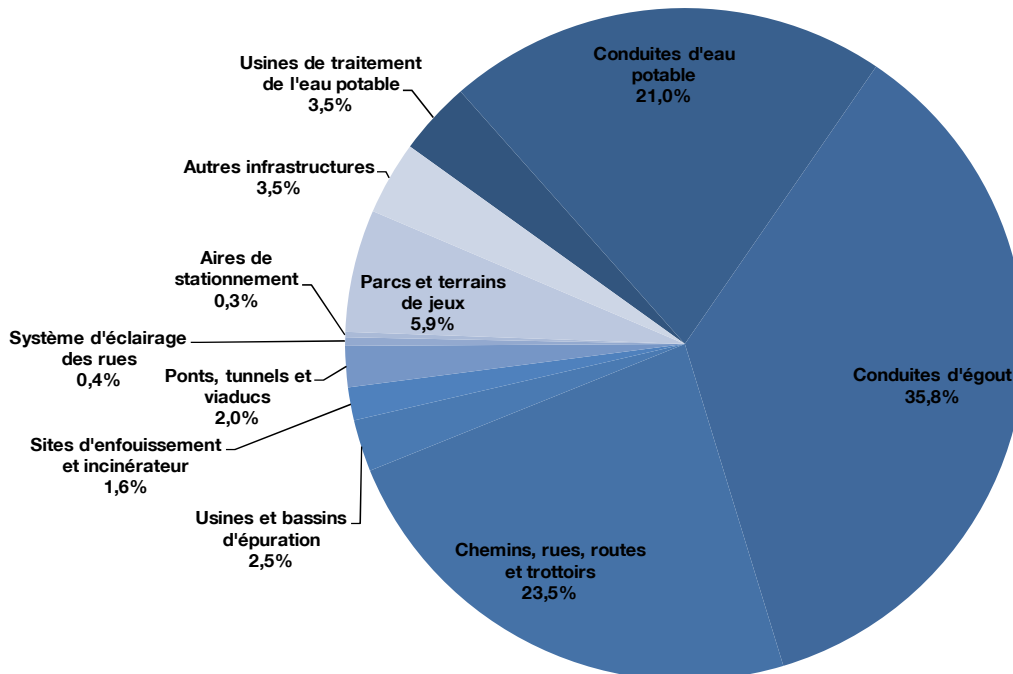
Par ailleurs, la majeure partie des investissements est consacrée aux infrastructures, ce qui était également le cas par les années passées.

Graphique 23
Composition des investissements
pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2010



Aussi, en subdivisant la catégorie « Infrastructures », les investissements vont majoritairement aux travaux de conduites d'égout, de chemins, rues, routes et trottoirs, de même qu'aux conduites d'eau potable.

Graphique 24
Composition des investissements en infrastructures
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010



7.13. Dette

La majorité des immobilisations de la Ville sont financées par l'emprunt à long terme. En conséquence, le portrait de la dette est directement influencé par la réalisation des différents projets inscrits aux PTI passés et présents.

La dette comprend les sommes dues à un ou plusieurs créanciers. La dette de la Ville n'inclut pas celle du RTC.

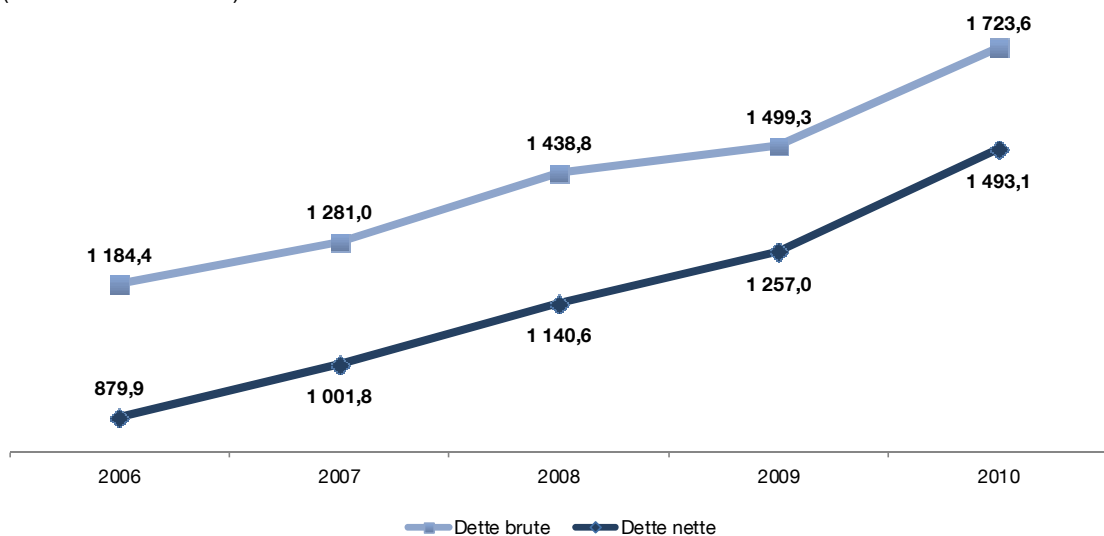
La dette nette comprend l'ensemble des emprunts contractés par la Ville, déduction faite de la portion remboursable par des tiers et autres organismes (exemple : subventions du gouvernement, municipalités défusionnées de L'Ancienne-Lorette et de Saint-Augustin-de-Desmaures).

Le potentiel fiscal est la capacité, pour une ville, de générer des revenus sur la valeur des immeubles faisant partie de son territoire. Sont incluses dans ce potentiel fiscal :

- la valeur des immeubles résidentiels (unifamilial, bifamilial, multifamilial);
- la valeur des immeubles non résidentiels (industries et commerces) qui est majorée d'un facteur pour tenir compte du fait que ces immeubles sont imposés à un taux de taxe supérieur à celui des autres immeubles;
- la valeur pondérée des immeubles à l'égard desquels sont versés des paiements tenant lieu de taxes (gouvernements);
- la valeur des terrains vacants.

La dette nette se chiffre à 1 493,1 M\$ en 2010, en augmentation de 18,8% par rapport à 2009. La hausse de la dette nette s'explique majoritairement par la réalisation des PTI adoptés et, conséquemment, par le financement de nouveaux travaux.

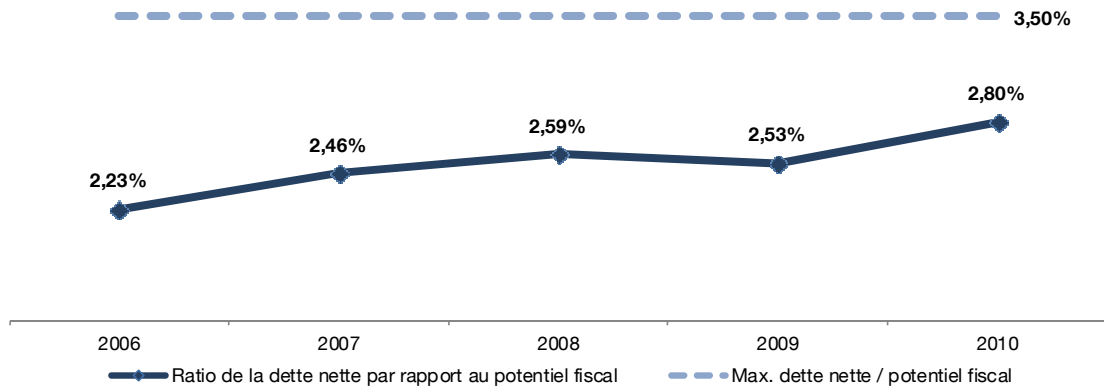
Graphique 25
Évolution de la dette
(en millions de dollars)



Une des pratiques adoptées, dans le cadre de la Politique de gestion de la dette, est à l'effet que le ratio de la dette nette par rapport au potentiel fiscal ne devrait pas excéder 3,5 %. En effet, il est important que la dette nette n'augmente pas plus rapidement que la capacité qu'a la Ville de générer des revenus. En 2010, ce ratio atteint 2,80%.

Graphique 26

Évolution du ratio de la dette nette par rapport au potentiel fiscal



8. Détail des résultats

8.1. Global

Sommaire des résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 (agglomération et proximité)

	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
REVENUS				
Taxes	760 862 157	763 585 471	2 723 314	100,36%
Paiements tenant lieu de taxes	100 811 141	100 768 564	-42 577	99,96%
Quotes-parts	26 339 818	26 339 818	0	100,00%
Transferts	118 020 692	116 498 175	-1 522 517	98,71%
Services rendus	59 391 652	61 742 178	2 350 526	103,96%
Imposition de droits	27 933 350	39 666 737	11 733 387	142,00%
Amendes et pénalités	15 000 000	16 524 227	1 524 227	110,16%
Intérêts	6 400 000	5 896 655	-503 345	92,14%
Autres revenus	6 057 100	12 012 303	5 955 203	198,32%
Affectations	<u>6 684 090</u>	<u>7 762 215</u>	<u>1 078 125</u>	<u>116,13%</u>
Total - revenus avant les éléments extrabudgétaires	1 127 500 000	1 150 796 343	23 296 343	102,07%
DÉPENSES				
Services administratifs	29 659 529	29 896 802	-237 273	100,80%
Services de proximité	181 005 525	170 084 871	10 920 654	93,97%
Services de soutien	149 432 295	154 080 420	-4 648 125	103,11%
Développement culturel, touristique, sportif et social	52 300 500	54 259 560	-1 959 060	103,75%
Développement durable	100 577 085	95 561 803	5 015 282	95,01%
Sécurité publique	106 679 114	109 522 653	-2 843 539	102,67%
Service de la dette brute	257 893 000	255 471 694	2 421 306	99,06%
Frais généraux	<u>249 952 952</u>	<u>261 883 260</u>	<u>-11 930 308</u>	<u>104,77%</u>
Total - dépenses avant les éléments extrabudgétaires	1 127 500 000	1 130 761 063	-3 261 063	100,29%
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES AVANT LES ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	0	<u>20 035 280</u>	<u>20 035 280</u>	
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES				
Projets autofinancés - revenus		8 232 117	8 232 117	
Recouvrables - revenus		8 706 114	8 706 114	
Projets autofinancés - dépenses		8 030 776	-8 030 776	
Recouvrables - dépenses		<u>8 602 006</u>	<u>-8 602 006</u>	
Total - éléments extrabudgétaires		305 449	305 449	
SURPLUS DE L'EXERCICE		<u>20 340 729</u>		

Sommaire des résultats
de l'exercice terminé le 31 décembre 2010
Détail des revenus
(agglomération et proximité)

REVENUS	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
TAXES				
Taxes sur la valeur foncière	653 794 238	656 585 732	2 791 494	100,43%
Taxes sur une autre base (Eau, égouts, traitement des eaux usées, matières résiduelles, service de la dette)	<u>107 067 919</u>	<u>106 999 739</u>	<u>-68 180</u>	<u>99,94%</u>
Total - taxes	760 862 157	763 585 471	2 723 314	100,36%
PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES				
Gouvernement du Québec et immeubles des réseaux	83 580 304	83 023 562	-556 742	99,33%
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 407 017	15 121 831	714 814	104,96%
Organismes municipaux et OBNL	<u>2 823 820</u>	<u>2 623 171</u>	<u>-200 649</u>	<u>92,89%</u>
Total - paiements tenant lieu de taxes	100 811 141	100 768 564	-42 577	99,96%
QUOTES-PARTS				
L'Ancienne-Lorette	10 915 019	10 915 019	0	100,00%
Saint-Augustin-de-Desmaures	<u>15 424 799</u>	<u>15 424 799</u>	<u>0</u>	<u>100,00%</u>
Total - quotes-parts	26 339 818	26 339 818	0	100,00%
TRANSFERTS				
Transferts de droits (Pacte fiscal - remboursement TVQ, péréquation, subvention à la Capitale, compensation droits sur les divertissements)	33 653 326	32 586 822	-1 066 504	96,83%
Transferts relatifs à des ententes et autres (Matières résiduelles, développement économique et touristique, service de la dette)	<u>84 367 366</u>	<u>83 911 353</u>	<u>-456 013</u>	<u>99,46%</u>
Total - transferts	118 020 692	116 498 175	-1 522 517	98,71%
SERVICES RENDUS				
Organismes municipaux	10 696 219	10 372 395	-323 824	96,97%
Office du tourisme de Québec	12 449 366	12 907 615	458 249	103,68%
Stationnements	6 965 407	6 773 507	-191 900	97,24%
Vente de vapeur à l'incinérateur	9 500 000	9 931 135	431 135	104,54%
Loisirs et culture	6 740 941	7 743 527	1 002 586	114,87%
Salaires recouverts de tiers	2 517 644	2 135 193	-382 451	84,81%
Loyers et rentes emphytéotiques	2 323 043	1 996 982	-326 061	85,96%
Autres	<u>8 199 032</u>	<u>9 881 824</u>	<u>1 682 792</u>	<u>120,52%</u>
Total - services rendus	59 391 652	61 742 178	2 350 526	103,96%

REVENUS	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
IMPOSITION DE DROITS (Carrières et sablières, mutations et permis)	27 933 350	39 666 737	11 733 387	142,00%
AMENDES ET PÉNALITÉS	15 000 000	16 524 227	1 524 227	110,16%
INTÉRÊTS (Débiteurs et placements)	6 400 000	5 896 655	-503 345	92,14%
AUTRES REVENUS				
- Produit de cession d'immobilisations	5 800 000	11 152 160	5 352 160	192,28%
- Revenus autres	<u>257 100</u>	<u>860 143</u>	<u>603 043</u>	<u>334,56%</u>
Total - autres revenus	6 057 100	12 012 303	5 955 203	198,32%
AFFECTATIONS				
Affectation du surplus au financement des régimes de retraite	3 333 000	3 333 000	0	100,00%
Autres affectation	<u>3 351 090</u>	<u>4 429 215</u>	<u>1 078 125</u>	<u>132,17%</u>
Total - affectations	6 684 090	7 762 215	1 078 125	116,13%
TOTAL DES REVENUS AVANT LES ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	<u>1 127 500 000</u>	<u>1 150 796 343</u>	<u>23 296 343</u>	<u>102,07%</u>
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES				
Projets autofinancés - revenus		8 232 117	8 232 117	
Recouvrables services rendus - revenus		<u>8 706 114</u>	<u>8 706 114</u>	
Total - éléments extrabudgétaires		16 938 231	16 938 231	
TOTAL DES REVENUS	<u>1 127 500 000</u>	<u>1 167 734 574</u>	<u>40 234 574</u>	<u>103,57%</u>

Sommaire des résultats
de l'exercice terminé le 31 décembre 2010
Détail des dépenses
(agglomération et proximité)

SERVICES, ARRONDISSEMENTS, AUTRES	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
SERVICES ADMINISTRATIFS				
Conseil municipal	3 770 152	3 787 252	-17 100	100,45%
Direction générale	1 870 619	2 702 995	-832 376	144,50%
Planification et développement organisationnel	2 607 250	1 554 077	1 053 173	59,61%
Ressources humaines	11 992 968	12 546 317	-553 349	104,61%
Finances	6 009 529	6 089 078	-79 549	101,32%
Commissariat aux relations internationales	1 424 492	1 340 985	83 507	94,14%
Vérificateur général	1 368 700	1 291 442	77 258	94,36%
Bureau de l'ombudsman	208 137	190 106	18 031	91,34%
Commissariat aux incendies	<u>407 682</u>	<u>394 550</u>	<u>13 132</u>	<u>96,78%</u>
Total - services administratifs	29 659 529	29 896 802	-237 273	100,80%
SERVICES DE PROXIMITÉ				
Arrondissement de La Cité - Limoilou	44 189 900	41 755 683	2 434 217	94,49%
Arrondissement des Rivières	24 729 809	23 346 729	1 383 080	94,41%
Arrondissement de Sainte-Foy - Sillery - Cap-Rouge	38 702 127	36 741 989	1 960 138	94,94%
Arrondissement de Charlesbourg	22 328 138	20 434 408	1 893 730	91,52%
Arrondissement de Beauport	24 241 119	22 127 309	2 113 810	91,28%
Arrondissement de La Haute-Saint-Charles	<u>26 814 432</u>	<u>25 678 753</u>	<u>1 135 679</u>	<u>95,76%</u>
Total - services de proximité	181 005 525	170 084 871	10 920 654	93,97%
SERVICES DE SOUTIEN				
Soutien à la gestion du service à la clientèle	749 192	674 723	74 469	90,06%
Affaires juridiques	7 302 523	15 410 054	-8 107 531	211,02%
Communications	4 081 344	4 690 650	-609 306	114,93%
Technologies de l'information et des télécommunications	22 034 505	21 880 889	153 616	99,30%
Évaluation	6 189 389	6 096 781	92 608	98,50%
Greffe et archives	5 055 983	4 149 465	906 518	82,07%
Approvisionnements	5 353 723	5 297 752	55 971	98,95%
Greffe de la cour municipale	3 828 451	3 671 718	156 733	95,91%
Gestion des immeubles	68 226 482	66 111 305	2 115 177	96,90%
Gestion des équipements motorisés	<u>26 610 703</u>	<u>26 097 083</u>	<u>513 620</u>	<u>98,07%</u>
Total - services de soutien	149 432 295	154 080 420	-4 648 125	103,11%

SERVICES, ARRONDISSEMENTS, AUTRES	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
DÉVELOPPEMENT CULTUREL, TOURISTIQUE, SPORTIF ET SOCIAL				
Culture	16 794 882	16 946 495	-151 613	100,90%
Loisirs, sports et vie communautaire	3 233 291	3 195 370	37 921	98,83%
Bureau du développement touristique et des grands événements	16 116 601	17 948 704	-1 832 103	111,37%
Office du tourisme de Québec	<u>16 155 726</u>	<u>16 168 991</u>	<u>-13 265</u>	<u>100,08%</u>
Total - développement culturel, touristique, sportif et social	52 300 500	54 259 560	-1 959 060	103,75%
DÉVELOPPEMENT DURABLE				
Aménagement du territoire	6 082 607	5 943 237	139 370	97,71%
Développement économique	14 566 243	14 540 135	26 108	99,82%
Environnement	12 445 153	12 074 957	370 196	97,03%
Travaux publics	56 193 991	52 877 303	3 316 688	94,10%
Ingénierie	<u>11 289 091</u>	<u>10 126 171</u>	<u>1 162 920</u>	<u>89,70%</u>
Total - développement durable	100 577 085	95 561 803	5 015 282	95,01%
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Protection contre l'incendie	34 654 289	35 327 373	-673 084	101,94%
Police	71 424 697	73 617 502	-2 192 805	103,07%
Bureau de la sécurité civile	<u>600 128</u>	<u>577 778</u>	<u>22 350</u>	<u>96,28%</u>
Total - sécurité publique	106 679 114	109 522 653	-2 843 539	102,67%
SERVICE DE LA DETTE BRUTE				
Remboursement de capital	165 712 090	166 082 856	-370 766	100,22%
Frais de financement	74 703 168	71 153 540	3 549 628	95,25%
Affectations	<u>17 477 742</u>	<u>18 235 298</u>	<u>-757 556</u>	<u>104,33%</u>
Total - service de la dette brute	257 893 000	255 471 694	2 421 306	99,06%
FRAIS GÉNÉRAUX				
Contingent	1 500 000	0	1 500 000	0,00%
Transport en commun	86 595 000	86 600 380	-5 380	100,01%
Contributions de l'employeur	125 007 920	125 460 074	-452 154	100,36%
Autres frais - rémunération	11 217 600	15 468 754	-4 251 154	137,90%
Autres frais généraux	470 697	4 171 110	-3 700 413	886,16%
Contributions autres organismes	11 661 735	12 245 294	-583 559	105,00%
Paiement comptant des immobilisations	<u>13 500 000</u>	<u>17 937 648</u>	<u>-4 437 648</u>	<u>132,87%</u>
Total - frais généraux	249 952 952	261 883 260	-11 930 308	104,77%

SERVICES, ARRONDISSEMENTS, AUTRES	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
TOTAL DES DÉPENSES AVANT LES ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	<u>1 127 500 000</u>	<u>1 130 761 063</u>	<u>-3 261 063</u>	<u>100,29%</u>
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES				
Projets autofinancés - dépenses		8 030 776	-8 030 776	
Recouvrables - dépenses		<u>8 602 006</u>	<u>-8 602 006</u>	
Total - éléments extrabudgétaires		16 632 782	-16 632 782	
TOTAL DES DÉPENSES	<u>1 127 500 000</u>	<u>1 147 393 845</u>	<u>-19 893 845</u>	<u>101,76%</u>

8.2. Agglomération

Sommaire des résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 (agglomération)

	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
REVENUS				
Taxes	2 150 000	2 033 613	-116 387	94,59%
Paiements tenant lieu de taxes	0	774	774	N/A
Quotes-parts	478 675 498	489 423 363	10 747 865	102,25%
Transferts	46 464 950	47 958 264	1 493 314	103,21%
Services rendus	34 175 026	36 011 155	1 836 129	105,37%
Imposition de droits	70 800	56 818	-13 982	80,25%
Amendes et pénalités	6 780 000	6 832 392	52 392	100,77%
Intérêts	1 814 000	1 556 216	-257 784	85,79%
Autres revenus	36 862	171 469	134 607	465,16%
Affectations	<u>270 280</u>	<u>1 047 127</u>	<u>776 847</u>	<u>387,42%</u>
Total - revenus avant les éléments extrabudgétaires	570 437 416	585 091 191	14 653 775	102,57%
DÉPENSES				
Services administratifs	13 377 302	13 709 471	-332 169	102,48%
Services de proximité	14 815 157	14 239 203	575 954	96,11%
Services de soutien	69 932 751	73 641 206	-3 708 455	105,30%
Développement culturel, touristique, sportif et social	21 157 064	22 609 717	-1 452 653	106,87%
Développement durable	76 001 137	72 603 213	3 397 924	95,53%
Sécurité publique	106 635 271	109 522 653	-2 887 382	102,71%
Service de la dette brute	96 314 688	93 862 740	2 451 948	97,45%
Frais généraux	<u>172 204 046</u>	<u>183 266 546</u>	<u>-11 062 500</u>	<u>106,42%</u>
Total - dépenses avant les éléments extrabudgétaires	570 437 416	583 454 749	-13 017 333	102,28%
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES AVANT LES ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	<u>0</u>	<u>1 636 442</u>	<u>1 636 442</u>	
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES				
Projets autofinancés - revenus		2 513 844	2 513 844	
Recouvrables - revenus		5 880 235	5 880 235	
Projets autofinancés - dépenses		2 573 762	-2 573 762	
Recouvrables - dépenses		<u>5 735 950</u>	<u>-5 735 950</u>	
Total - éléments extrabudgétaires		84 367	84 367	
SURPLUS DE L'EXERCICE		<u>1 720 809</u>		

Sommaire des résultats
de l'exercice terminé le 31 décembre 2010
Détail des revenus
(agglomération)

REVENUS	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
TAXES				
Taxes sur la valeur foncière		-153 869	-153 869	N/A
Taxes sur une autre base (Eau, égouts, traitement des eaux usées, matières résiduelles)	<u>2 150 000</u>	<u>2 187 482</u>	<u>37 482</u>	<u>101,74%</u>
Total - taxes	2 150 000	2 033 613	-116 387	94,59%
PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES				
Gouvernement du Québec et immeubles des réseaux		264	264	N/A
Gouvernement du Canada et ses entreprises			0	N/A
Organismes municipaux et OBNL		<u>510</u>	<u>510</u>	<u>N/A</u>
Total - paiements tenant lieu de taxes	0	774	774	N/A
QUOTES-PARTS				
Québec	452 335 680	463 083 545	10 747 865	102,38%
L'Ancienne-Lorette	10 915 019	10 915 019	0	100,00%
Saint-Augustin-de-Desmaures	<u>15 424 799</u>	<u>15 424 799</u>	<u>0</u>	<u>100,00%</u>
Total - quotes-parts	478 675 498	489 423 363	10 747 865	102,25%
TRANSFERTS				
Transferts de droits (Pacte fiscal - remboursement TVQ)		671 086	671 086	N/A
Transferts relatifs à des ententes et autres (Matières résiduelles, développement économique et touristique, service de la dette)	<u>46 464 950</u>	<u>47 287 178</u>	<u>822 228</u>	<u>101,77%</u>
Total - transferts	46 464 950	47 958 264	1 493 314	103,21%
SERVICES RENDUS				
Organismes municipaux	5 838 241	5 636 135	-202 106	96,54%
Office du tourisme de Québec	12 449 366	12 907 615	458 249	103,68%
Stationnements			0	N/A
Vente de vapeur à l'incinérateur	9 500 000	9 931 135	431 135	104,54%
Loisirs et culture	1 478 000	1 621 464	143 464	109,71%
Salaires recouverts de tiers	1 273 928	1 077 538	-196 390	84,58%
Loyers et rentes emphytéotiques	402 132	370 265	-31 867	92,08%
Autres	<u>3 233 359</u>	<u>4 467 003</u>	<u>1 233 644</u>	<u>138,15%</u>
Total - services rendus	34 175 026	36 011 155	1 836 129	105,37%

REVENUS	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
IMPOSITION DE DROITS	70 800	56 818	-13 982	80,25%
AMENDES ET PÉNALITÉS	6 780 000	6 832 392	52 392	100,77%
INTÉRÊTS (Débiteurs et placements)	1 814 000	1 556 216	-257 784	85,79%
AUTRES REVENUS				
- Produit de cession d'immobilisations			0	N/A
- Revenus autres	<u>36 862</u>	<u>171 469</u>	<u>134 607</u>	<u>465,16%</u>
Total - autres revenus	36 862	171 469	134 607	465,16%
AFFECTATIONS				
Affectation du surplus au financement des régimes de retraite			0	N/A
Autres affectation	<u>270 280</u>	<u>1 047 127</u>	<u>776 847</u>	<u>387,42%</u>
Total - affectations	270 280	1 047 127	776 847	387,42%
TOTAL DES REVENUS AVANT LES ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	<u>570 437 416</u>	<u>585 091 191</u>	<u>14 653 775</u>	<u>102,57%</u>
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES				
Projets autofinancés - revenus		2 513 844	2 513 844	
Recouvrables services rendus - revenus		<u>5 880 235</u>	<u>5 880 235</u>	
Total - éléments extrabudgétaires		8 394 079	8 394 079	
TOTAL DES REVENUS	<u>570 437 416</u>	<u>593 485 270</u>	<u>23 047 854</u>	<u>104,04%</u>

Sommaire des résultats
de l'exercice terminé le 31 décembre 2010
Détail des dépenses
(agglomération)

SERVICES, ARRONDISSEMENTS, AUTRES	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
SERVICES ADMINISTRATIFS				
Conseil municipal	0	0	0	N/A
Direction générale	946 533	1 607 022	-660 489	169,78%
Planification et développement organisationnel	1 319 269	786 363	532 906	59,61%
Ressources humaines	6 068 442	6 348 437	-279 995	104,61%
Finances	3 040 822	3 081 074	-40 252	101,32%
Commissariat aux relations internationales	796 675	742 361	54 314	93,18%
Vérificateur général	692 562	653 470	39 092	94,36%
Bureau de l'ombudsman	105 317	96 194	9 123	91,34%
Commissariat aux incendies	<u>407 682</u>	<u>394 550</u>	<u>13 132</u>	<u>96,78%</u>
Total - services administratifs	13 377 302	13 709 471	-332 169	102,48%
SERVICES DE PROXIMITÉ				
Arrondissement de La Cité - Limoilou	3 923 187	4 068 118	-144 931	103,69%
Arrondissement des Rivières	1 925 723	1 848 400	77 323	95,98%
Arrondissement de Sainte-Foy - Sillery - Cap-Rouge	3 410 581	3 259 807	150 774	95,58%
Arrondissement de Charlesbourg	1 609 607	1 442 896	166 711	89,64%
Arrondissement de Beauport	1 869 724	1 712 752	156 972	91,60%
Arrondissement de La Haute-Saint-Charles	<u>2 076 335</u>	<u>1 907 230</u>	<u>169 105</u>	<u>91,86%</u>
Total - services de proximité	14 815 157	14 239 203	575 954	96,11%
SERVICES DE SOUTIEN				
Soutien à la gestion du service à la clientèle	379 091	341 410	37 681	90,06%
Affaires juridiques	3 695 077	7 797 487	-4 102 410	211,02%
Communications	2 065 160	2 237 452	-172 292	108,34%
Technologies de l'information et des télécommunications	11 744 730	11 494 490	250 240	97,87%
Évaluation	6 189 389	6 096 781	92 608	98,50%
Greffe et archives	1 395 655	1 173 771	221 884	84,10%
Approvisionnements	2 708 984	2 680 662	28 322	98,95%
Greffe de la cour municipale	3 828 451	3 671 718	156 733	95,91%
Gestion des immeubles	29 167 943	29 251 666	-83 723	100,29%
Gestion des équipements motorisés	<u>8 758 271</u>	<u>8 895 769</u>	<u>-137 498</u>	<u>101,57%</u>
Total - services de soutien	69 932 751	73 641 206	-3 708 455	105,30%

SERVICES, ARRONDISSEMENTS, AUTRES	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
DÉVELOPPEMENT CULTUREL, TOURISTIQUE, SPORTIF ET SOCIAL				
Culture	3 203 646	3 855 417	-651 771	120,34%
Loisirs, sports et vie communautaire	812 706	807 678	5 028	99,38%
Bureau du développement touristique et des grands événements	984 986	1 777 631	-792 645	180,47%
Office du tourisme de Québec	<u>16 155 726</u>	<u>16 168 991</u>	<u>-13 265</u>	<u>100,08%</u>
Total - développement culturel, touristique, sportif et social	21 157 064	22 609 717	-1 452 653	106,87%
DÉVELOPPEMENT DURABLE				
Aménagement du territoire	187 030	200 811	-13 781	107,37%
Développement économique	13 443 026	13 458 036	-15 010	100,11%
Environnement	5 432 714	5 050 274	382 440	92,96%
Travaux publics	53 280 702	50 613 212	2 667 490	94,99%
Ingénierie	<u>3 657 665</u>	<u>3 280 880</u>	<u>376 785</u>	<u>89,70%</u>
Total - développement durable	76 001 137	72 603 213	3 397 924	95,53%
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Protection contre l'incendie	34 654 289	35 327 373	-673 084	101,94%
Police	71 380 854	73 617 502	-2 236 648	103,13%
Bureau de la sécurité civile	<u>600 128</u>	<u>577 778</u>	<u>22 350</u>	<u>96,28%</u>
Total - sécurité publique	106 635 271	109 522 653	-2 887 382	102,71%
SERVICE DE LA DETTE BRUTE				
Remboursement de capital	51 274 107	51 186 841	87 266	99,83%
Frais de financement	30 792 361	28 383 871	2 408 490	92,18%
Affectations	<u>14 248 220</u>	<u>14 292 028</u>	<u>-43 808</u>	<u>100,31%</u>
Total - service de la dette brute	96 314 688	93 862 740	2 451 948	97,45%
FRAIS GÉNÉRAUX				
Contingent	300 000	0	300 000	0,00%
Transport en commun	86 595 000	86 600 380	-5 380	100,01%
Contributions de l'employeur	65 723 856	67 033 587	-1 309 731	101,99%
Autres frais - rémunération	6 143 460	11 904 492	-5 761 032	193,78%
Autres frais généraux	647 000	2 420 255	-1 773 255	374,07%
Contributions autres organismes	7 378 000	8 301 038	-923 038	112,51%
Paieement comptant des immobilisations	<u>5 416 730</u>	<u>7 006 794</u>	<u>-1 590 064</u>	<u>129,35%</u>
Total - frais généraux	172 204 046	183 266 546	-11 062 500	106,42%

SERVICES, ARRONDISSEMENTS, AUTRES	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
TOTAL DES DÉPENSES AVANT LES ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	<u>570 437 416</u>	<u>583 454 749</u>	<u>-13 017 333</u>	<u>102,28%</u>
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES				
Projets autofinancés - dépenses		2 573 762	-2 573 762	
Recouvrables - dépenses		<u>5 735 950</u>	<u>-5 735 950</u>	
Total - éléments extrabudgétaires		8 309 712	-8 309 712	
TOTAL DES DÉPENSES	<u>570 437 416</u>	<u>591 764 461</u>	<u>-21 327 045</u>	<u>103,74%</u>

8.3. Proximité

Sommaire des résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 (proximité)

	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
REVENUS				
Taxes	758 712 157	761 551 858	2 839 701	100,37%
Paiements tenant lieu de taxes	100 811 141	100 767 790	-43 351	99,96%
Quotes-parts	-452 335 680	-463 083 545	-10 747 865	102,38%
Transferts	71 555 742	68 539 911	-3 015 831	95,79%
Services rendus	25 216 626	25 731 023	514 397	102,04%
Imposition de droits	27 862 550	39 609 919	11 747 369	142,16%
Amendes et pénalités	8 220 000	9 691 835	1 471 835	117,91%
Intérêts	4 586 000	4 340 439	-245 561	94,65%
Autres revenus	6 020 238	11 840 834	5 820 596	196,68%
Affectations	<u>6 413 810</u>	<u>6 715 088</u>	<u>301 278</u>	<u>104,70%</u>
Total - revenus avant les éléments extrabudgétaires	557 062 584	565 705 152	8 642 568	101,55%
DÉPENSES				
Services administratifs	16 282 227	16 187 331	94 896	99,42%
Services de proximité	166 190 368	155 845 668	10 344 700	93,78%
Services de soutien	79 499 544	80 439 214	-939 670	101,18%
Développement culturel, touristique, sportif et social	31 143 436	31 649 843	-506 407	101,63%
Développement durable	24 575 948	22 958 590	1 617 358	93,42%
Sécurité publique	43 843	0	43 843	0,00%
Service de la dette brute	161 578 312	161 608 954	-30 642	100,02%
Frais généraux	<u>77 748 906</u>	<u>78 616 714</u>	<u>-867 808</u>	<u>101,12%</u>
Total - dépenses avant les éléments extrabudgétaires	557 062 584	547 306 314	9 756 270	98,25%
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES AVANT LES ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	0	<u>18 398 838</u>	<u>18 398 838</u>	
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES				
Projets autofinancés - revenus		5 718 273	5 718 273	
Recouvrables services rendus - revenus		2 825 879	2 825 879	
Projets autofinancés - dépenses		5 457 014	-5 457 014	
Recouvrables - dépenses		<u>2 866 056</u>	<u>-2 866 056</u>	
Total - éléments extrabudgétaires		221 082	221 082	
SURPLUS DE L'EXERCICE		<u>18 619 920</u>		

**Sommaire des résultats
de l'exercice terminé le 31 décembre 2010
Détail des revenus
(proximité)**

REVENUS	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
TAXES				
Taxes sur la valeur foncière	653 794 238	656 739 601	2 945 363	100,45%
Taxes sur une autre base (Eau, égouts, traitement des eaux usées, matières résiduelles, service de la dette)	<u>104 917 919</u>	<u>104 812 257</u>	<u>-105 662</u>	<u>99,90%</u>
Total - taxes	758 712 157	761 551 858	2 839 701	100,37%
PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES				
Gouvernement du Québec et immeubles des réseaux	83 580 304	83 023 298	-557 006	99,33%
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 407 017	15 121 831	714 814	104,96%
Organismes municipaux et OBNL	<u>2 823 820</u>	<u>2 622 661</u>	<u>-201 159</u>	<u>92,88%</u>
Total - paiements tenant lieu de taxes	100 811 141	100 767 790	-43 351	99,96%
QUOTES-PARTS				
Québec	-452 335 680	-463 083 545	-10 747 865	102,38%
L'Ancienne-Lorette			0	N/A
Saint-Augustin-de-Desmaures			0	N/A
Total - quotes-parts	-452 335 680	-463 083 545	-10 747 865	102,38%
TRANSFERTS				
Transferts de droits (Pacte fiscal - remboursement TVQ, péréquation, subvention à la Capitale, compensation droits sur les divertissements)	33 653 326	31 915 736	-1 737 590	94,84%
Transferts relatifs à des ententes et autres (Matières résiduelles, service de la dette)	<u>37 902 416</u>	<u>36 624 175</u>	<u>-1 278 241</u>	<u>96,63%</u>
Total - transferts	71 555 742	68 539 911	-3 015 831	95,79%
SERVICES RENDUS				
Organismes municipaux	4 857 978	4 736 260	-121 718	97,49%
Office du tourisme de Québec			0	N/A
Stationnements	6 965 407	6 773 507	-191 900	97,24%
Vente de vapeur à l'incinérateur			0	N/A
Loisirs et culture	5 262 941	6 122 063	859 122	116,32%
Salaires recouvrés de tiers	1 243 716	1 057 655	-186 061	85,04%
Loyers et rentes emphytéotiques	1 920 911	1 626 717	-294 194	84,68%
Autres	<u>4 965 673</u>	<u>5 414 821</u>	<u>449 148</u>	<u>109,05%</u>
Total - services rendus	25 216 626	25 731 023	514 397	102,04%

REVENUS	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
IMPOSITION DE DROITS (Carrières et sablières, mutations et permis)	27 862 550	39 609 919	11 747 369	142,16%
AMENDES ET PÉNALITÉS	8 220 000	9 691 835	1 471 835	117,91%
INTÉRÊTS (Débiteurs et placements)	4 586 000	4 340 439	-245 561	94,65%
AUTRES REVENUS				
- Produit de cession d'immobilisations	5 800 000	11 152 160	5 352 160	192,28%
- Revenus autres	<u>220 238</u>	<u>688 674</u>	<u>468 436</u>	<u>312,70%</u>
Total - autres revenus	6 020 238	11 840 834	5 820 596	196,68%
AFFECTATIONS				
Affectation du surplus au financement des régimes de retraite	3 333 000	3 333 000	0	100,00%
Autres affectation	<u>3 080 810</u>	<u>3 382 088</u>	<u>301 278</u>	<u>109,78%</u>
Total - affectations	6 413 810	6 715 088	301 278	104,70%
TOTAL DES REVENUS AVANT LES ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	<u>557 062 584</u>	<u>565 705 152</u>	<u>8 642 568</u>	<u>101,55%</u>
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES				
Projets autofinancés - revenus		5 718 273	5 718 273	
Recouvrables services rendus - revenus		<u>2 825 879</u>	<u>2 825 879</u>	
Total - éléments extrabudgétaires		8 544 152	8 544 152	
TOTAL DES REVENUS	<u>557 062 584</u>	<u>574 249 304</u>	<u>17 186 720</u>	<u>103,09%</u>

Sommaire des résultats
de l'exercice terminé le 31 décembre 2010
Détail des dépenses
 (proximité)

SERVICES, ARRONDISSEMENTS, AUTRES	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
SERVICES ADMINISTRATIFS				
Conseil municipal	3 770 152	3 787 252	-17 100	100,45%
Direction générale	924 086	1 095 973	-171 887	118,60%
Planification et développement organisationnel	1 287 981	767 714	520 267	59,61%
Ressources humaines	5 924 526	6 197 880	-273 354	104,61%
Finances	2 968 707	3 008 004	-39 297	101,32%
Commissariat aux relations internationales	627 817	598 624	29 193	95,35%
Vérificateur général	676 138	637 972	38 166	94,36%
Bureau de l'ombudsman	102 820	93 912	8 908	91,34%
Commissariat aux incendies	0	0	0	N/A
Total - services administratifs	16 282 227	16 187 331	94 896	99,42%
SERVICES DE PROXIMITÉ				
Arrondissement de La Cité - Limoilou	40 266 713	37 687 565	2 579 148	93,59%
Arrondissement des Rivières	22 804 086	21 498 329	1 305 757	94,27%
Arrondissement de Sainte-Foy - Sillery - Cap-Rouge	35 291 546	33 482 182	1 809 364	94,87%
Arrondissement de Charlesbourg	20 718 531	18 991 512	1 727 019	91,66%
Arrondissement de Beauport	22 371 395	20 414 557	1 956 838	91,25%
Arrondissement de La Haute-Saint-Charles	<u>24 738 097</u>	<u>23 771 523</u>	<u>966 574</u>	<u>96,09%</u>
Total - services de proximité	166 190 368	155 845 668	10 344 700	93,78%
SERVICES DE SOUTIEN				
Soutien à la gestion du service à la clientèle	370 101	333 313	36 788	90,06%
Affaires juridiques	3 607 446	7 612 567	-4 005 121	211,02%
Communications	2 016 184	2 453 198	-437 014	121,68%
Technologies de l'information et des télécommunications	10 289 775	10 386 399	-96 624	100,94%
Évaluation	0	0	0	N/A
Greffe et archives	3 660 328	2 975 694	684 634	81,30%
Approvisionnements	2 644 739	2 617 090	27 649	98,95%
Greffe de la cour municipale	0	0	0	N/A
Gestion des immeubles	39 058 539	36 859 639	2 198 900	94,37%
Gestion des équipements motorisés	<u>17 852 432</u>	<u>17 201 314</u>	<u>651 118</u>	<u>96,35%</u>
Total - services de soutien	79 499 544	80 439 214	-939 670	101,18%

SERVICES, ARRONDISSEMENTS, AUTRES	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
DÉVELOPPEMENT CULTUREL, TOURISTIQUE, SPORTIF ET SOCIAL				
Culture	13 591 236	13 091 078	500 158	96,32%
Loisirs, sports et vie communautaire	2 420 585	2 387 692	32 893	98,64%
Bureau du développement touristique et des grands événements	15 131 615	16 171 073	-1 039 458	106,87%
Office du tourisme de Québec	0	0	0	N/A
Total - développement culturel, touristique, sportif et social	31 143 436	31 649 843	-506 407	101,63%
DÉVELOPPEMENT DURABLE				
Aménagement du territoire	5 895 577	5 742 426	153 151	97,40%
Développement économique	1 123 217	1 082 099	41 118	96,34%
Environnement	7 012 439	7 024 683	-12 244	100,17%
Travaux publics	2 913 289	2 264 091	649 198	77,72%
Ingénierie	<u>7 631 426</u>	<u>6 845 291</u>	<u>786 135</u>	<u>89,70%</u>
Total - développement durable	24 575 948	22 958 590	1 617 358	93,42%
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Protection contre l'incendie	0	0	0	N/A
Police	43 843	0	43 843	0,00%
Bureau de la sécurité civile	0	0	0	N/A
Total - sécurité publique	43 843	0	43 843	0,00%
SERVICE DE LA DETTE BRUTE				
Remboursement de capital	114 437 983	114 896 015	-458 032	100,40%
Frais de financement	43 910 807	42 769 669	1 141 138	97,40%
Affectations	<u>3 229 522</u>	<u>3 943 270</u>	<u>-713 748</u>	<u>122,10%</u>
Total - service de la dette brute	161 578 312	161 608 954	-30 642	100,02%
FRAIS GÉNÉRAUX				
Contingent	1 200 000	0	1 200 000	0,00%
Transport en commun	0	0	0	N/A
Contributions de l'employeur	59 284 064	58 426 487	857 577	98,55%
Autres frais - rémunération	5 074 140	3 564 262	1 509 878	70,24%
Autres frais généraux	-176 303	1 750 855	-1 927 158	-993,09%
Contributions autres organismes	4 283 735	3 944 256	339 479	92,08%
Païement comptant des immobilisations	<u>8 083 270</u>	<u>10 930 854</u>	<u>-2 847 584</u>	<u>135,23%</u>
Total - frais généraux	77 748 906	78 616 714	-867 808	101,12%

SERVICES, ARRONDISSEMENTS, AUTRES	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
TOTAL DES DÉPENSES AVANT LES ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	<u>557 062 584</u>	<u>547 306 314</u>	<u>9 756 270</u>	<u>98,25%</u>
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES				
Projets autofinancés - dépenses		5 457 014	-5 457 014	
Recouvrables - dépenses		<u>2 866 056</u>	<u>-2 866 056</u>	
Total - éléments extrabudgétaires		8 323 070	-8 323 070	
TOTAL DES DÉPENSES	<u>557 062 584</u>	<u>555 629 384</u>	<u>1 433 200</u>	<u>99,74%</u>

8.4. Comparatif résultats globaux et projections de la 2^e révision budgétaire

Sommaire des résultats pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010 (agglomération et proximité)

	Budget original	Projections de la 2e révision	Réel au 31-12-2010
REVENUS			
Taxes	760 862 157	761 879 000	763 585 471
Paiements tenant lieu de taxes	100 811 141	101 294 000	100 768 564
Quotes-parts	26 339 818	26 340 000	26 339 818
Transferts	118 020 692	116 738 000	116 498 175
Services rendus	59 391 652	60 013 000	61 742 178
Imposition de droits	27 933 350	30 433 000	39 666 737
Amendes et pénalités	15 000 000	15 000 000	16 524 227
Intérêts	6 400 000	6 400 000	5 896 655
Autres revenus	6 057 100	6 863 000	12 012 303
Affectations	<u>6 684 090</u>	<u>6 892 000</u>	<u>7 762 215</u>
Total - revenus avant les éléments extrabudgétaires	1 127 500 000	1 131 852 000	1 150 796 343
DÉPENSES			
Services administratifs	29 659 529	31 136 261	29 896 802
Services de proximité	181 005 525	177 332 583	170 084 871
Services de soutien	149 432 295	147 923 829	154 080 420
Développement culturel, touristique, sportif et social	52 300 500	54 471 774	54 259 560
Développement durable	100 577 085	98 118 297	95 561 803
Sécurité publique	106 679 114	109 195 724	109 522 653
Service de la dette brute	257 893 000	256 005 642	255 471 694
Frais généraux	<u>249 952 952</u>	<u>253 305 747</u>	<u>261 883 260</u>
Total - dépenses avant les éléments extrabudgétaires	1 127 500 000	1 127 489 857	1 130 761 063
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES AVANT LES ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	<u>0</u>	<u>4 362 143</u>	<u>20 035 280</u>
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES			
Projets autofinancés - revenus		0	8 232 117
Recouvrables - revenus		0	8 706 114
Projets autofinancés - dépenses		0	8 030 776
Recouvrables - dépenses		<u>0</u>	<u>8 602 006</u>
Total - éléments extrabudgétaires		0	305 449
Réallocation budgétaire estimée		4 000 000	
SURPLUS		<u>8 362 143</u>	<u>20 340 729</u>

8.5. Analyse de la rémunération au 31 décembre 2010

Par secteurs d'activité

Service	Salaires réguliers			Salaires occasionnels			Salaires supplémentaires		
	Budget original	Réel	Écart	Budget original	Réel	Écart	Budget original	Réel	Écart
Services administratifs	19 411 467	19 059 514	351 953	1 507 604	2 155 995	-648 391	89 900	76 490	13 410
Conseil municipal	2 676 798	2 757 052	-80 254	613 197	589 821	23 376	0	0	0
Direction générale	1 485 203	1 510 341	-25 138	69 500	148 728	-79 228	4 850	8 735	-3 885
Planification et développement organisationnel	748 223	649 087	99 136	50 971	134 263	-83 292	0	-1	1
Commissariat aux relations internationales	720 103	651 581	68 522	15 101	95 235	-80 134	6 015	9 388	-3 373
Vérificateur général	332 649	363 288	-30 639	0	15 672	-15 672	4 000	0	4 000
Bureau de l'ombudsman	154 582	154 641	-59	2 780	0	2 780	0	0	0
Ressources humaines	7 740 404	7 482 702	257 702	641 441	942 176	-300 735	38 110	14 328	23 782
Finances	5 352 887	5 300 932	51 955	20 493	140 415	-119 922	10 185	18 761	-8 576
Commissariat aux incendies	200 618	189 890	10 728	94 121	89 684	4 437	26 740	25 280	1 460
Services de proximité	61 126 841	56 507 779	4 619 062	19 229 965	23 672 562	-4 442 597	2 929 857	3 048 900	-119 043
Arrondissement de La Cité - Limoilou	13 715 751	12 211 206	1 504 545	3 368 264	4 684 115	-1 315 851	575 471	764 801	-189 330
Arrondissement des Rivières	8 347 689	8 026 026	321 663	1 835 268	2 028 840	-193 572	236 712	236 205	507
Arrondissement de Sainte-Foy - Sillery - Cap-Rouge	13 586 280	12 592 454	993 826	5 544 861	6 673 515	-1 128 654	708 954	928 746	-219 792
Arrondissement de Charlesbourg	7 355 247	6 854 340	500 907	1 741 001	2 228 453	-487 452	463 539	344 080	119 459
Arrondissement de Beauport	7 681 931	7 385 451	296 480	2 502 802	2 751 135	-248 333	475 636	331 442	144 194
Arrondissement de La Haute-Saint-Charles	10 439 943	9 438 301	1 001 642	4 237 769	5 306 504	-1 068 735	469 545	443 626	25 919
Services de soutien	63 034 908	59 148 235	4 003 123	3 442 039	5 707 496	-2 415 043	923 671	1 014 553	-92 232
Soutien à la gestion du service à la clientèle	142 906	259 355	-116 449	475 237	325 651	149 586	4 600	3 250	1 350
Affaires juridiques	4 557 448	4 056 916	500 532	318 157	453 221	-135 064	1 600	18 318	-16 718
Communications	2 258 651	2 047 687	210 964	110 447	445 339	-334 892	4 000	6 216	-2 216
Technologies de l'information et des télécommunications	12 535 310	11 845 754	689 556	178 656	750 902	-572 246	98 942	190 471	-91 529
Évaluation	4 427 342	4 290 281	137 061	727 229	956 733	-229 504	10 574	10 875	-301
Greffe et archives	2 020 745	1 939 752	80 993	385 987	341 809	44 178	8 415	7 372	1 043
Approvisionnements	3 990 187	3 729 585	260 602	307 165	323 521	-16 356	25 791	68 541	-42 750
Greffe de la cour municipale	2 728 389	2 651 396	76 993	129 937	189 276	-59 339	29 426	38 294	-8 868
Gestion des immeubles	20 648 113	19 024 725	1 623 388	809 224	1 467 232	-658 008	338 962	429 323	-90 361
Gestion des équipements motorisés	9 725 817	9 302 784	423 033	0	453 814	-453 814	401 361	241 892	159 469

Service	Salaires réguliers			Salaires occasionnels			Salaires supplémentaires		
	Budget original	Réel	Écart	Budget original	Réel	Écart	Budget original	Réel	Écart
Développement culturel, touristique, sportif et social	5 235 398	5 004 270	231 128	1 186 590	2 179 075	-992 485	76 965	78 230	-1 265
Culture	1 227 972	1 153 284	74 688	527 521	81 075	446 446	0	240	-240
Loisirs, sports et vie communautaire	958 343	920 793	37 550	34 320	154 166	-119 846	4 650	872	3 778
Bureau développement touristique et des grands événements	387 092	476 889	-89 797	174 410	279 775	-105 365	0	9 843	-9 843
Office du tourisme de Québec	2 661 991	2 453 304	208 687	450 339	1 664 059	-1 213 720	72 315	67 276	5 039
Développement durable	32 858 093	30 587 675	2 270 418	3 559 920	4 322 035	-762 115	458 069	873 094	-415 025
Aménagement du territoire	4 990 335	4 759 603	230 732	168 681	362 681	-194 000	6 350	27 998	-21 648
Développement économique	2 848 116	2 816 914	31 202	41 563	70 808	-29 245	15 000	308	14 692
Environnement	4 150 508	4 012 442	138 066	1 133 345	1 338 853	-205 508	22 657	31 300	-8 643
Travaux publics	10 844 968	10 296 123	548 845	1 854 033	1 950 190	-96 157	358 890	740 406	-381 516
Ingénierie	10 024 166	8 702 593	1 321 573	362 298	599 503	-237 205	55 172	73 082	-17 910
Sécurité publique	89 333 722	83 153 444	6 180 278	1 330 791	6 798 517	-5 467 726	5 483 917	9 999 891	-4 515 974
Protection contre l'incendie	30 281 379	29 809 816	471 563	153 074	128 601	24 473	1 629 672	3 110 174	-1 480 502
Police	58 616 030	52 918 054	5 697 976	1 177 717	6 669 915	-5 492 198	3 854 245	6 889 413	-3 035 168
Bureau de la sécurité civile	436 313	425 573	10 740	0	0	0	0	303	-303
Frais généraux	12 676 645	15 834 119	-3 157 474	0	433 022	-433 022	0	384	-384
Frais généraux - divers (pensions, rentes, paiements d'invalidité,...)	1 459 045	798 387	660 658	0	0	0	0	384	-384
Autres frais rémunération (équité, progression salariale,...)	11 217 600	15 035 732	-3 818 132	0	433 022	-433 022	0	0	0
Primes	4 467 062	4 366 657	100 405	0	0	0	0	0	0
Total excluant les dépenses recouvrables et autofinancés	288 144 136	273 661 692	14 482 444	30 256 909	45 268 702	-15 011 793	9 962 379	15 091 542	-5 129 163
Dépenses recouvrables et projets autofinancés	0	2 534 174	-2 534 174	0	1 236 070	-1 236 070	0	1 052 520	-1 052 520
Total	288 144 136	276 195 866	11 948 270	30 256 909	46 504 772	-16 247 863	9 962 379	16 144 062	-6 181 683
Analyse sommaire sans les dépenses recouvrables et projets autofinancés	Budget original	Réel	Écart						
Total de la rémunération du fonds d'opération	328 363 424	334 021 936	-5 658 512						
Contributions de l'employeur	<u>125 007 920</u>	<u>125 460 074</u>	<u>-452 154</u>						
Masse salariale	453 371 344	459 482 010	-6 110 666						

**Analyse de la rémunération au 31 décembre 2010
selon les arrondissements**

Arrondissement	Salaires réguliers			Salaires occasionnels			Salaires supplémentaires		
	Budget original	Réel	Écart	Budget original	Réel	Écart	Budget original	Réel	Écart
Arrondissement de La Cité	13 715 751	12 211 206	1 504 545	3 368 264	4 684 115	-1 315 851	575 471	764 801	-189 330
Relations avec les citoyens et soutien administratif	1 432 774	1 295 841	136 933	71 315	101 233	-29 918	5 825	11 091	-5 266
Culture, loisirs et vie communautaire	2 247 542	2 098 802	148 740	1 184 510	1 281 722	-97 212	58 888	114 869	-55 981
Gestion du territoire	1 989 661	1 941 897	47 764	656 692	838 343	-181 651	33 089	64 803	-31 714
Travaux publics	8 045 774	6 874 667	1 171 107	1 455 747	2 462 817	-1 007 070	477 669	574 038	-96 369
Arrondissement des Rivières	8 347 689	8 026 026	321 663	1 835 268	2 028 840	-193 572	236 712	236 205	507
Relations avec les citoyens et soutien administratif	992 201	978 397	13 804	153 646	185 875	-32 229	0	1 191	-1 191
Culture, loisirs et vie communautaire	2 112 958	1 942 896	170 062	946 242	859 228	87 014	66 738	63 438	3 300
Gestion du territoire	1 245 123	1 274 700	-29 577	431 245	485 088	-53 843	19 396	5 061	14 335
Travaux publics	3 997 407	3 830 033	167 374	304 135	498 650	-194 515	150 578	166 515	-15 937
Arr. Sainte-Foy - Sillery - Cap-Rouge	13 586 280	12 592 454	993 826	5 544 861	6 673 515	-1 128 654	708 954	928 746	-219 792
Relations avec les citoyens et soutien administratif	1 384 545	1 299 042	85 503	223 643	171 164	52 479	6 704	750	5 954
Culture, loisirs et vie communautaire	4 177 599	4 093 819	83 780	3 858 160	4 447 877	-589 717	111 986	271 980	-159 994
Gestion du territoire	1 795 902	1 771 432	24 470	642 726	677 904	-35 178	5 960	13 552	-7 592
Travaux publics	6 228 234	5 428 161	800 073	820 332	1 376 570	-556 238	584 304	642 464	-58 160
Arrondissement de Charlesbourg	7 355 247	6 854 340	500 907	1 741 001	2 228 453	-487 452	463 539	344 080	119 459
Relations avec les citoyens et soutien administratif	711 582	690 637	20 945	53 773	86 145	-32 372	970	1 471	-501
Culture, loisirs et vie communautaire	2 140 065	2 018 616	121 449	1 180 698	1 208 087	-27 389	54 745	70 606	-15 861
Gestion du territoire	945 861	928 190	17 671	417 815	443 816	-26 001	3 880	1 183	2 697
Travaux publics	3 557 739	3 216 897	340 842	88 715	490 405	-401 690	403 944	270 820	133 124
Arrondissement de Beauport	7 681 931	7 385 451	296 480	2 502 802	2 751 135	-248 333	475 636	331 442	144 194
Relations avec les citoyens et soutien administratif	923 078	1 019 053	-95 975	184 210	50 162	134 048	1 000	348	652
Culture, loisirs et vie communautaire	2 281 670	2 217 688	63 982	1 486 268	1 661 693	-175 425	98 631	88 532	10 099
Gestion du territoire	911 135	853 667	57 468	592 878	579 828	13 050	2 479	1 078	1 401
Travaux publics	3 566 048	3 295 043	271 005	239 446	459 453	-220 007	373 526	241 484	132 042

Arrondissement	Salaires réguliers			Salaires occasionnels			Salaires supplémentaires		
	Budget original	Réel	Écart	Budget original	Réel	Écart	Budget original	Réel	Écart
Arrondissement de La Haute-Saint-Charles	10 439 943	9 438 301	1 001 642	4 237 769	5 306 504	-1 068 735	469 545	443 626	25 919
Relations avec les citoyens et soutien administratif	1 281 804	1 186 959	94 845	55 465	56 559	-1 094	2 250	0	2 250
Culture, loisirs et vie communautaire	2 899 978	2 411 808	488 170	2 649 847	3 479 365	-829 518	115 689	199 536	-83 847
Gestion du territoire	1 707 809	1 703 144	4 665	641 491	586 474	55 017	6 171	1 988	4 183
Travaux publics	4 550 352	4 136 391	413 961	890 966	1 184 106	-293 140	345 435	242 102	103 333
Total	61 126 841	56 507 779	4 619 062	19 229 965	23 672 562	-4 442 597	2 929 857	3 048 900	-119 043

Analyse sommaire	Budget original	Réel	Écart
Total de la rémunération des arrondissements	83 286 663	83 229 241	57 422

9. Conciliation des résultats Ville de Québec/MAMROT

	BUDGET INITIAL NON CONSOLIDÉ	RÉEL ADMINISTRATION MUNICIPALE
REVENUS		
Revenus - rapport financier MAMROT	1 153 915 785	1 126 872 519 ⁽¹⁾
MOINS :		
Dépenses d'activités financières présentées au P.T.I. - Financées par subventions	-61 687 500	-9 103 311
Taxe sur l'hébergement octroyée aux membres- OTQ	0	-1 838 289
PLUS :		
Transferts relatifs à des ententes de partage de frais et autres transferts		
Remboursement de capital à la charge de tiers	34 125 988	34 204 304
Services rendus aux organismes municipaux		
Remboursement de capital à la charge de tiers	6 038 865	2 848 777
Immobilisations		
Produit de cession - Ville de Québec	5 800 000	3 205 482
(Gain) perte sur cession - Ville de Québec		<u>1 081 255</u>
	5 800 000	4 286 737
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales	116 765	3 512 404
Affectations		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 100 000	876 507
Affectations de surplus - Projets 98 (ajouts budgétaires autofinancés)		<u>-669 065</u>
	1 100 000	207 442
Affectations de - Excédent de fonctionnement, réserves financières et fonds réservés	6 896 687	6 260 285
Montants à pourvoir dans le futur (intérêts dette à long terme avant 2001)		483 706
Total des revenus incluant les éléments extrabudgétaires - reddition Ville de Québec	<u>1 146 306 590</u>	<u>1 167 734 574</u>

1- Le total des revenus au formulaire du MAMROT se retrouve à la page S7G-ligne 10.

	BUDGET INITIAL NON CONSOLIDÉ	RÉEL ADMINISTRATION MUNICIPALE
DÉPENSES		
Dépenses de fonctionnement - rapport financier MAMROT	1 103 331 055	1 110 108 902 ⁽¹⁾
PLUS :		
Remboursement de la dette à long terme	135 311 204	139 434 284
Remboursement de capital par le fonds d'amortissement à la charge de tiers	-952 837	-1 459 366
Remboursement de capital à la charge d'autres tiers	<u>40 164 853</u>	<u>28 107 937</u>
	174 523 220	166 082 855
Affectations		
Activités d'investissement	17 181 092	21 409 631
Activités d'investissement (retour de projets fermés et projets non capitalisables)		<u>5 116 710</u>
	17 181 092	26 526 341
Affectations à - Excédent de fonctionnement, réserves financières et fonds réservés	2 812 346	19 056 662
Versement au fonds d'amortissement à la charge du gouvernement	952 837	8 945 143
Affectations au Fonds de parcs, terrains de jeux et de stationnement - Revenus	<u>6 896 687</u>	<u>-3 002 804</u>
	10 661 870	24 999 001
Montants à pourvoir dans le futur	21 279 247	1 674 041
Montants à pourvoir dans le futur (intérêts dette à long terme avant 2001)		<u>483 706</u>
	21 279 247	2 157 747
MOINS :		
Ajustements		
Crédits marketing utilisés par les membres - OTQ		-1 838 289
Dépenses d'activités financières présentées au P.T.I. - Financées par subventions	-61 687 500	
Écriture de présentation - Agglomération (Sites d'enfouissement)		-787 503
Dépenses d'activités financières présentées au P.T.I. - Financées par emprunt	<u>-31 969 690</u>	<u>-39 372 438</u>
	-93 657 190	-41 998 230
Propriétés destinées à la revente		
Coût des propriétés vendues	0	-2 542 760
Immobilisations		
Amortissement Ville de Québec	<u>-87 012 704</u>	<u>-137 940 011</u>
Total des dépenses incluant les éléments extrabudgétaires - reddition Ville de Québec	<u>1 146 306 590</u>	<u>1 147 393 845</u>
Surplus (déficit) de l'exercice incluant les éléments extrabudgétaires	<u>0</u>	<u>20 340 729</u>

1- Le total des dépenses au formulaire du MAMROT se retrouve à la page S7G-ligne 28.

10. Lexique

Agglomération

L'agglomération de Québec est le regroupement de la ville de Québec et des deux villes défusionnées en 2006, L'Ancienne-Lorette et Saint-Augustin-de-Desmaures. Elle a été créée le 1^{er} janvier 2006. Elle sert à administrer les services municipaux qui ont été identifiés dans la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (2004) comme relevant du regroupement des trois municipalités plutôt que de chacune individuellement. En ce sens, elle est le successeur de l'ancienne *Communauté urbaine de Québec*. Les services concernés comprennent la police et les pompiers, l'aqueduc et le traitement des eaux usées, le transport en commun, les grandes voies de circulation, le développement économique et les équipements régionaux.

Amortissement

(Comptabilité) Charge comptabilisée en résultat pour rendre compte du fait que la durée de vie des immobilisations est limitée et pour répartir, d'une manière logique et systématique, le coût de ces biens sur les périodes au cours desquelles on s'attend à consommer leur potentiel de service. Il ne s'agit pas d'une dépense réelle.

(Finance) Remboursement graduel d'une dette suivant un plan d'amortissement prévoyant l'extinction du capital et le paiement des intérêts s'y rapportant.

Année-personne (a-p.)

Unité de mesure correspondant au travail d'une personne pendant un an.

Anticipation

Montants des projets prévus au plan triennal d'immobilisations pour les années futures et qui font l'objet de règlements d'emprunt dont les sources de fonds ont été puisées par anticipation dans l'année en cours ou future.

Arrondissement

Instance de représentation, de décision et de consultation plus proche des citoyens. Institué pour préserver les particularités locales, pour décider et gérer localement les services de proximité. Il s'agit de la porte d'entrée pour les services de proximité.

Budget

Le budget annuel de fonctionnement assure la gestion des affaires courantes : il permet de couvrir les frais liés aux services offerts à la population, tels que le déneigement, la sécurité publique, les loisirs ou l'alimentation en eau potable. La principale source de financement du budget provient des taxes municipales.

Budget du Réseau de transport de la Capitale (RTC)

Le budget de fonctionnement du Réseau de transport de la Capitale (RTC) est distinct de celui de la Ville de Québec, quoique cette dernière contribue à son financement de façon à combler l'écart entre les dépenses et les revenus de l'organisme.

Capital

Somme empruntée, par opposition aux intérêts qui s'y rapportent.

Contingent

Réserve créée en vue de pourvoir à des dépenses imprévues (éventualités).

Cotisations d'exercice (fonds de pension)

Montant, déterminé par l'actuaire du régime, pour rencontrer les obligations du régime de retraite en fonction des hypothèses actuarielles. Il s'agit de la part de l'employeur.

Cotisations d'équilibre (fonds de pension)

Montant, déterminé par l'actuaire du régime, pour rencontrer les obligations du régime de retraite en fonction des déficits actuariels. Il s'agit de la partie nécessaire au remboursement du déficit, le cas échéant.

Dettes brutes

Ensemble des emprunts contractés par la Ville de Québec.

Dettes nettes

Ensemble des emprunts contractés par la Ville de Québec, déduction faite de la portion remboursable par des tiers et autres organismes (exemples : subventions du gouvernement et municipalités défusionnées de L'Ancienne-Lorette et de Saint-Augustin-de-Desmaures).

Dettes et surplus des anciennes villes

En conformité avec la loi, chacune des villes, qui ont été regroupées en 2002 pour former la ville de Québec, a conservé ses dettes et ses surplus. Les dettes qui ont été contractées avant la fusion demeurent à la charge exclusive des contribuables de ces anciens territoires et leur sont imposées annuellement sur leur facture de taxes. Ces anciennes dettes vont diminuer petit à petit, au fil des ans, et finir par disparaître.

Droits sur mutation

Revenus provenant des droits imposés à l'acquéreur à la suite d'une transaction immobilière.

Durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA)

L'amortissement des gains ou pertes, liés au régime de retraite, s'effectue en fonction de la DMERCA. Pour la Ville de Québec, ce calcul est établi à 14 ans.

Émission

Ensemble de titres² d'une catégorie donnée émis par la Ville de Québec. Il s'agit d'un contrat d'emprunt.

Entretien et réfection des infrastructures

Action de maintenir en bon état de fonctionnement du matériel, des installations, des locaux, etc. On entend par entretien courant l'ensemble des réparations de faible importance effectuées, à la demande des utilisateurs, sur du matériel ou des installations afin que ceux-ci puissent les utiliser jusqu'à la fin de la période prévue. L'entretien préventif est constitué de l'ensemble des méthodes et des techniques mises en œuvre pour éviter une avarie ou une panne.

² Instrument négociable représentant une part du capital social de l'émetteur (action ou part), une part d'un emprunt à long terme émis par une société ou une collectivité publique (obligation), un droit de souscrire une valeur de l'émetteur (bon ou droit de souscription), ou encore une option ou un contrat à terme négociable.

Équité fiscale

L'équité fiscale est l'un des buts fondamentaux de la réforme municipale qui a mené à la formation de la nouvelle ville de Québec. Avant les fusions de 2002, le montant des taxes municipales n'était pas le même pour des propriétés de même valeur, dépendamment du secteur (ancienne ville) où chaque immeuble était situé. En vertu de la loi, les taux de taxation devront être uniformes dans toute la ville au plus tard en 2022. Pour ce faire, année après année, la Ville doit augmenter graduellement le fardeau fiscal dans certains secteurs et peut réduire celui des autres secteurs dans le but d'atteindre un fardeau fiscal moyen avant 2022.

Fardeau fiscal

Ensemble des taxes municipales auxquelles est assujéti un contribuable.

Financement (mode de)

Véhicule utilisé pour financer une dépense d'immobilisations (emprunt, subvention, payée comptant, etc.).

Financement (durée du)

Période pendant laquelle un remboursement de capital sera effectué pour éteindre la dette contractée.

Harmonisation fiscale

Convergence des régimes d'imposition et des niveaux de taxation des divers secteurs (anciennes municipalités) de la ville vers une fiscalité unique au moyen de divers mécanismes.

Immobilisations

Actifs corporels et incorporels identifiables qui satisfont à tous les critères suivants :

- ils sont destinés à être utilisés pour la prestation de services, pour des fins administratives ou pour la production de biens ou à servir à l'entretien, à la réparation, au développement ou à la mise en valeur ou à la construction d'autres immobilisations;
- ils ont été acquis, construits, développés ou mis en valeur en vue d'être utilisés de façon durable;
- ils ne sont pas destinés à être vendus dans le cours normal des activités.

Immobilisations (amélioration)

Dépense faite en vue de prolonger la vie utile d'une immobilisation, d'accroître sa capacité de production ou de réduire les frais d'exploitation, mais excluant les dépenses courantes d'entretien et de réparation.

Immobilisations corporelles

Biens qui ont une existence physique.

Immobilisations (dépenses en)

Coûts d'acquisition ou d'amélioration de biens corporels ou incorporels.

Mutation immobilière

Transfert du droit de propriété d'un immeuble.

Paiement comptant des immobilisations (PCI)

Véhicule utilisé pour payer comptant des immobilisations à même le budget annuel de fonctionnement. Il est utilisé pour l'acquisition de petites immobilisations dont la période maximale de financement est égale ou inférieure à cinq ans. Il peut s'agir d'arbres, d'aménagement et de mobilier urbain, d'outillage et d'équipement, d'œuvres d'art, de renouvellement des véhicules de patrouille, de programmes de resurfacement, d'honoraires professionnels d'étude, d'ordinateurs, de logiciels, etc.

Proximité (compétences / services)

Un conseil municipal local, formé de représentants élus, possède les pouvoirs de décision, de taxation et de tarification pour les services de proximité (urbanisme, enlèvement des matières résiduelles, développement économique local, communautaire, culturel ou social³, culture, loisirs et parcs d'arrondissement ainsi que voirie locale).

Régime de retraite à prestations déterminées

Régime de retraite dans lequel est précisé soit le montant des prestations que recevront les participants, soit le mode de calcul du montant de ces prestations, calcul basé sur des facteurs comme l'âge, le niveau de salaire et le nombre d'années de service du participant. Dans ce type de régime, la cotisation sert à assurer l'équilibre financier du régime.

Rôle (d'évaluation foncière)

Document dans lequel figure la liste des immeubles situés dans une municipalité donnée, ainsi que la valeur imposable de ces biens.

Service de la dette brute

Ensemble des sommes qu'une entité est tenue de verser au cours d'un exercice au titre des capitaux empruntés et comprenant à la fois les intérêts et les remboursements de capital.

Service de la dette nette

Ensemble des sommes qu'une entité est tenue de verser pour rembourser le capital emprunté et payer les intérêts au cours de l'exercice financier, déduction faite des revenus s'y rapportant.

³ Exemple : Soutenir financièrement un organisme qui exerce ses activités dans l'arrondissement et qui a pour mission le développement économique local, communautaire, culturel ou social.

Ville de Québec
Service des finances
Division du budget et de la planification financière
Mai 2011